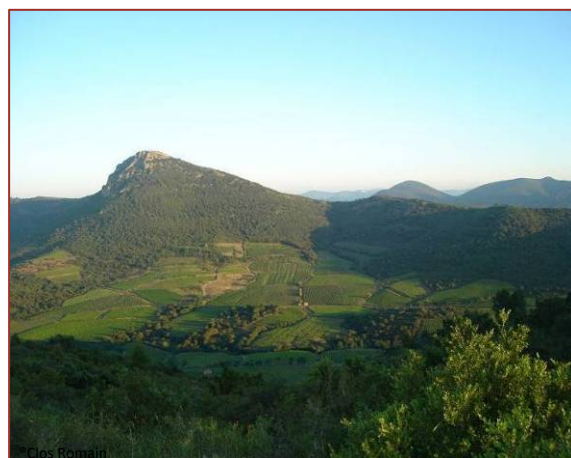
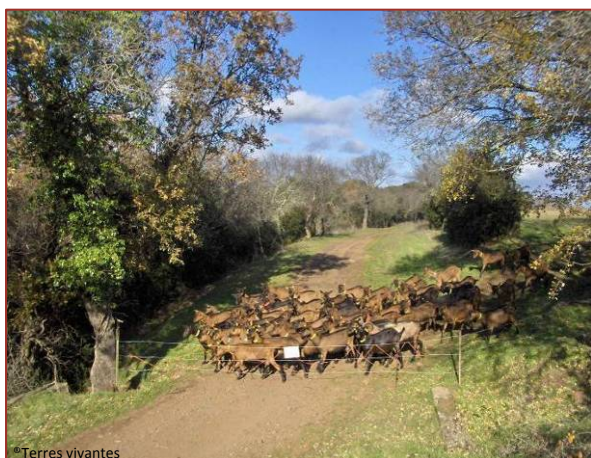




# Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion des Espaces Ruraux Agricoles - OCAGER Salagou et Cabrières/Péret

14 janvier 2010



## SOMMAIRE

<b>Préambule</b>	<b>P 3</b>
<b>Une OCAGER pour le territoire</b>	<b>P 4</b>
La zone d'étude	
Une structure de gestion: le Syndicat Mixte de Gestion du Salagou	
Pourquoi réaliser une OCAGER ?	
<b>Etat des lieux</b>	<b>P 6</b>
<b>Contexte général</b>	<b>P 6</b>
Le territoire de l'OCAGER: quatre zones aux fonctions différentes	
Une baisse générale du nombre d'agriculteurs, mais une agriculture qui se professionnalise	
D'autres types d'agriculture que la viticulture et l'élevage	
L'existence de démarches de qualité et de circuits courts	
Une communication pour valoriser les produits locaux existante mais non ciblée sur les paysages du Salagou et de Mourèze	
<b>Le secteur viticole</b>	<b>P 12</b>
Une répartition par classes d'âges assez favorable...	
.... Mais une succession peu assurée chez les viticulteurs de plus de 55 ans	
Un mode de faire-valoir direct dominant	
Un parcellaire plutôt groupé	
Trois types d'exploitants	
Des vigneron en cave particulière qui ont diversifié leurs modes de vente	
Des surfaces en vigne qui diminuent	
Une organisation collective :	
<b>L'élevage</b>	<b>P 17</b>
Contexte de mise en œuvre	
Les exploitations d'élevage	
Type de produits, mode de valorisation et chiffre d'affaire	
Pratiques agropastoral en place	
Actifs agricoles et maintien des actifs agricoles et maintien des exploitations agropastorales	
Modes de faire valoir et maîtrise foncière	
<b>Analyse foncière</b>	<b>P 27</b>
Des caractéristiques communes	
Le secteur de polyculture élevage : Brénas, Carlenças et Levas, Pézènes les Mines, Mérifons et Valmasclé.	
Zone centrale : Clermont-l'Hérault, Lacoste, Villeneuve et Mourèze.	
Secteur viticole : Aspiran, Péret	
Secteur viticole de Fontès, Neffiès,	
Secteur viticole de Cabrières et Lieuran-Cabrières	
Zone mixte Salagou (viticole, oléicole et naturelle) : Octon, Celles, Le Puech, Liausson, Salasc et Le Bosc	
<b>Programme d'actions</b>	<b>P 31</b>
<b>Enjeux et objectifs</b>	<b>P 32</b>
Enjeu transversal : L'organisation territoriale	
Enjeu 1 : Constructions agricoles	
Enjeu 2 : Gestion de l'espace et maintien des milieux ouverts	
Enjeu 3 : Valorisation des produits	
Enjeu 4 : Eau et abreuvement	
<b>Les actions</b>	<b>P 39</b>
Action transversale : Mettre en place une organisation territoriale de veille et d'accompagnement des projets agricoles	
Action 1: Intégrer un volet agricole dans l'animation de la charte architecturale, urbanistique et paysagère	
Action 2 : Garantir la vocation agricole des surfaces arrachées et des friches	
Action 3 : Accompagner les porteurs de projets pastoraux	
Action 4 : Redéploiement agropastoral - Reconquêtes de nouvelles terres agricoles / territoires de parcours	
Action 5 : Prévention contre le risque incendie grâce à la réouverture du massif de la Ramasse	
Action 6 : création d'ateliers de transformation et mise en place d'équipements en froid	
Action 7 : Promouvoir les réseaux de circuits courts du territoire	
Action 8 : Abreuvement des animaux	
Action 9 : Irrigation de surfaces fourragères d'appoint et des cultures	
<b>Projet des exploitants</b>	<b>P 57</b>

## Préambule

La phase 1 de l'Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural (OCAGER) a été réalisée par : le Syndicat mixte de gestion du Salagou, chargé du diagnostic agricole (à l'exception de l'élevage), de l'animation, et de la coordination de la rédaction de la Phase 1, et l'OIER-SUAMME, chargé du diagnostic pastoral (en annexe). Le Syndicat mixte a bénéficié de l'accompagnement technique de la chambre d'agriculture de l'Hérault.

### METHODOLOGIE

L'Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural (OCAGER) se déroule en deux phases, une phase de diagnostic débouchant sur des propositions d'actions (PHASE I), et une phase opérationnelle (PHASE II).

La PHASE 1 comprend :

- Un diagnostic sur les exploitations viticoles et les productions végétales (à l'exception de l'élevage) rédigé par le Syndicat Mixte
- Un diagnostic agro-pastoral sur les exploitations d'élevage rédigé par l'OIER-SUAMME en partenariat avec la chambre de l'agriculture
- Un diagnostic foncier de la SAFER (en annexe)
- Un diagnostic socio-économique, rédigé par le Syndicat dans le cadre de l'élaboration du DOCOB (en cours de finalisation)
- Un diagnostic écologique réalisé par la Salsepareille dans le cadre de l'élaboration du DOCOB (en annexe).
- Un diagnostic localisé sur le Massif de la Ramasse (communes de Clermont, Nébian et Villeneuve) confié par la Communauté de Communes du Clermontais à l'association terres Vivantes

La PHASE 1 a été construite à partir:

- D'enquêtes (questionnaire en annexe) visant à recueillir les perceptions et identifier les projets de plus de 100 exploitants agricoles (exploitants, caves coopératives, éleveurs)
- De réunions techniques avec la Chambre d'agriculture, l'OIER SUAMME, la SAFER, le service agriculture du Conseil Général, DDAF...
- De deux réunions de pilotage de la commission 2 du Syndicat mixte réunissant élus, techniciens et agriculteurs (voir composition en annexe)
- D'une réunion publique de restitution des résultats d'enquête et de débat avec les agriculteurs



# UNE OCAGER POUR LE TERRITOIRE

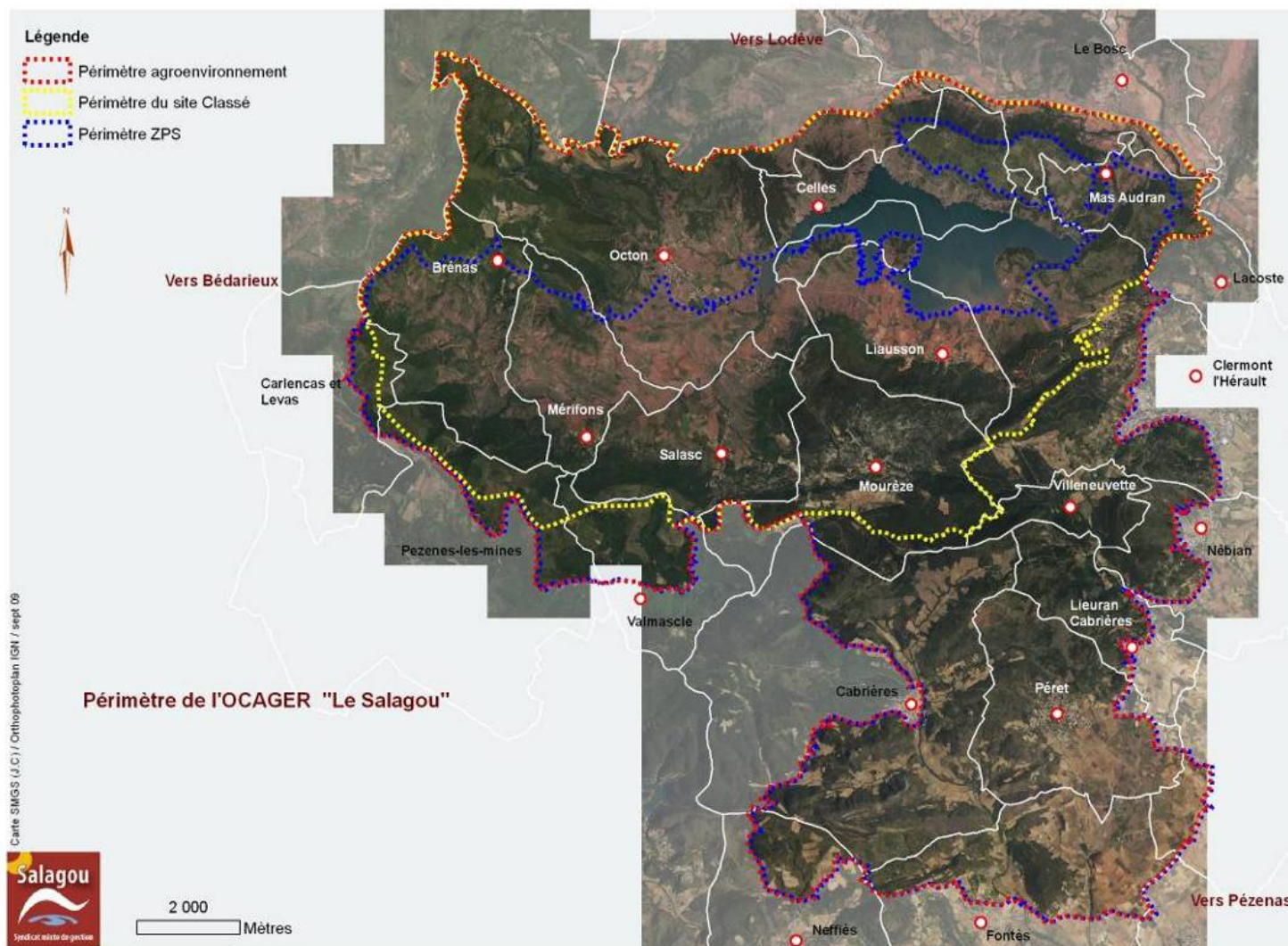
## La zone d'étude

Situé à 40 km au Nord-Ouest de Montpellier, au sein du Pays Cœur d'Hérault, le bassin versant du Salagou est situé aux confins de la zone viticole de la plaine de l'Hérault et aux premiers contreforts du massif de l'Escandorgue.

La vallée du Salagou, le cirque de Mourèze et les territoires de Cabrières et de Péret constituent un ensemble paysager et patrimonial remarquable qui présente des qualités esthétiques, naturelles et agricoles exceptionnelles. Au delà des richesses paysagères et naturalistes qui en font sa réputation, le territoire témoigne d'une grande diversité d'usages. Des activités économiques diversifiées en font un territoire rural vivant où cohabitent les activités agricoles, le dynamisme des petites communes le parsemant, ou encore le tourisme.



La vallée du Salagou et le Cirque de Mourèze, territoire de 9 800 ha, a été classé au titre de la loi des sites remarquables en Août 2003. Ce territoire a également été désigné ZPS (Natura 2000) en Octobre 2003. Dans un souci de cohérence géographique et de complémentarité des outils d'action, le périmètre de l'OCAGER (environ 16 500 ha) englobe celui du site classé et de la Zone de Protection Spéciale (Natura 2000), dit « périmètre agro-environnement ».



## Une structure de gestion: le Syndicat Mixte de Gestion du Salagou

Depuis 2006, le Syndicat Mixte de Gestion du Salagou assure la mise en œuvre d'un plan de gestion sur le site classé de la vallée du Salagou et du Cirque de Mourèze (2009-2012). Ce plan de gestion s'articule autour de 3 axes stratégiques :

- 1) Gérer la fréquentation,
- 2) Préserver et restaurer la qualité des paysages (l'OCAGER s'inscrit dans ce cadre)
- 3) Animer la vie locale.

Ces axes stratégiques se réfèrent à des documents directeurs :

- Le plan d'aménagement des berges
- Le DOCOB Natura 2000 (DOCUMENT d'OBJECTIF) visant à préserver les habitats d'oiseaux protégés
- Une charte architecturale, urbanistique et paysagère sur le site classé, animée par un architecte-conseil.
- Un schéma d'interprétation du patrimoine

## Pourquoi réaliser une OCAGER ?

La charte architecturale, urbanistique et paysagère a fait apparaître le rôle indispensable de l'agriculture dans le maintien de la qualité paysagère ayant amené au classement du site, et le lien privilégié entre l'activité agricole et la biodiversité.

La charte paysagère identifie un territoire qui a su préserver son agriculture au regard de l'urbanisation de la plaine de l'Hérault. Elle souligne la fragilité de cette activité et le phénomène de banalisation des paysages par la fermeture du milieu, principalement du à la déprise agricole.

La fermeture des milieux entraîne également l'augmentation du risque incendie.

Pour contribuer à maintenir voire à développer l'activité agricole, le Syndicat mixte a lancé une Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural (OCAGER). L'OCAGER vise à un maintien et à un redéploiement de l'agriculture dans l'espace rural en lien avec les autres usages du territoire.

Dans un contexte agricole instable, il apparaît urgent d'identifier les menaces, comme les opportunités, qui peuvent influencer cette activité économique. Les usages agricoles, forestiers et cynégétiques des différentes unités paysagères doivent être explicités. Il s'agit également d'estimer la faisabilité économique et sociale des projets recommandés par la charte paysagère (en annexe).



# I - ETATS DES LIEUX

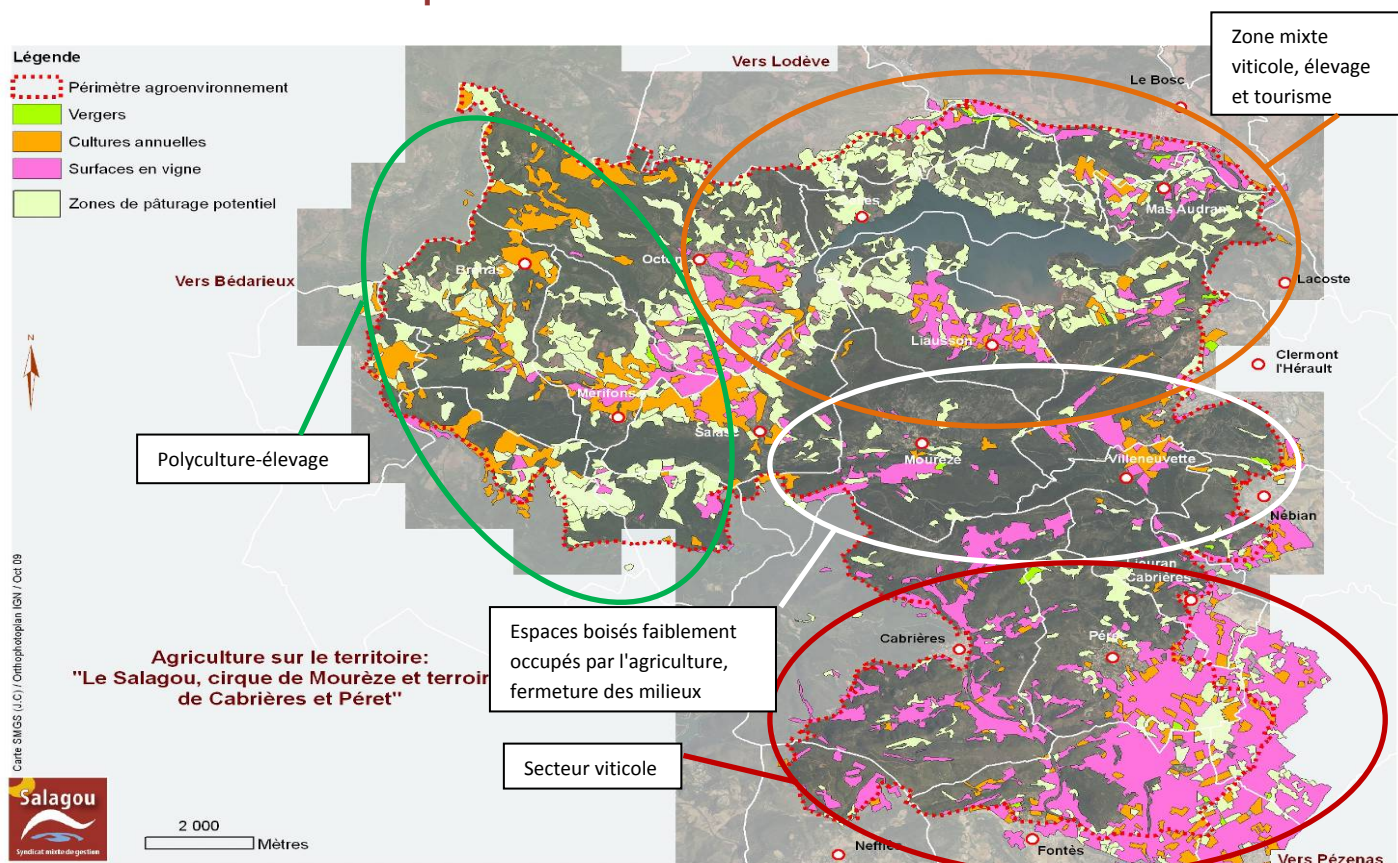
## 1 - CONTEXTE GENERAL

### L'AGRICULTURE DANS LE PAYS CŒUR D'HERAULT : UNE REPARTITION INEGALE

Secteur agricole très dynamique, notamment grâce à la viticulture (100 millions d'euros de CA/an) mais qui occupe de façon très inégale le territoire. Les exploitations agricoles du Pays représentent 23% des exploitations de l'Hérault, 12.2% de la population active. Une baisse de 30% du nombre d'exploitations entre 1988 et 2000.

Une forte identité viticole avec 2 AOC, plusieurs sous appellations dont certaines reconnues, et des vins de Pays en lien avec le terroir.

### Le territoire de l'OCAGER: quatre zones aux fonctions différentes



Un secteur de polyculture élevage : constitué des communes de Brenas, Carlenas et Levas, Pézènes les Mines, Mérifons et Valmascle.

Une zone mixte viticole, oléicole, élevage et tourisme sur les berges du lac : incluant les communes de Octon, Celles, Le Puèch, Liausson, Salasc et Le Bosc.

Une zone centrale constituée d'espaces de garrigues et forêts où le potentiel agricole est soumis à de fortes contraintes : Clermont l'Hérault, Lacoste, Villeneuvevette et Mourèze.

Un secteur viticole (sud - sud/Est de la zone) : formé des communes de Nébian, Aspiran, Péret, Fontès, Neffiès, Cabrières et Lieuran-Cabrières. Forte dominance de la vigne dans la plaine de Péret (près de 1000 ha entre Péret, Fontès, Aspiran), entrecoupée de quelques parcelles de cultures et de prairies. La commune de Cabrières est essentiellement concernée par la vigne (385ha en 2008).

## Une baisse générale du nombre d'agriculteurs, mais une agriculture qui se professionnalise

### → 200 exploitations :

- Environ 160 exploitants viticoles parmi lesquels 27 caves particulières.
- 5 caves coopératives: Clermont l'Hérault, Cabrières, Fontès, Clochers et terroirs (Puilacher), Servian.
- 19 éleveurs et plus de 1000 équivalent UGB<sup>1</sup> (ovins, bovins, caprins, équins).
- Quelques exploitants sur d'autres productions (olivier, maraichage, semences, pois chiche, miel) mais surfaces relativement faibles, (inférieur à 100ha pour tout le site).
- Environ 300 personnes travaillent sur les 200 exploitations agricoles, ce qui représente 200 équivalents temps plein sur une année.
- Le secteur agricole (nbre d'actifs par exploitation) dans le Clermontais représente 8% de la population active et 4% dans le Lodévois.

### → SAU :

5 300 ha (plus de 32% du territoire), plus faible que sur les pôles agricoles alentours du Causse et de la plaine viticole (souvent plus de 50% du territoire). Le relief accidenté explique cette faible proportion.

Forte proportion de garrigue et ligneux hauts sur les reliefs.

Vigne : 1220ha

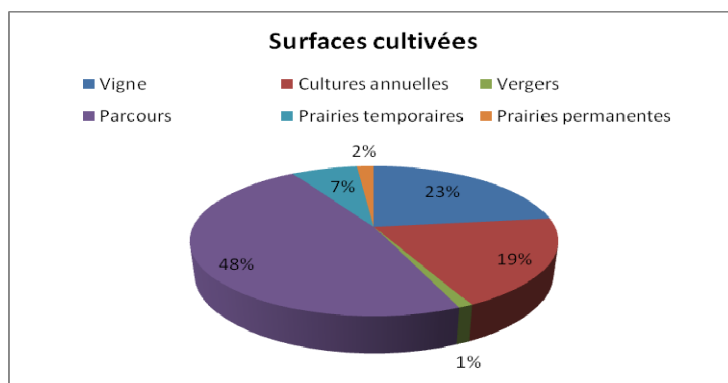
Cultures annuelles: 1030ha

Vergers : 54ha

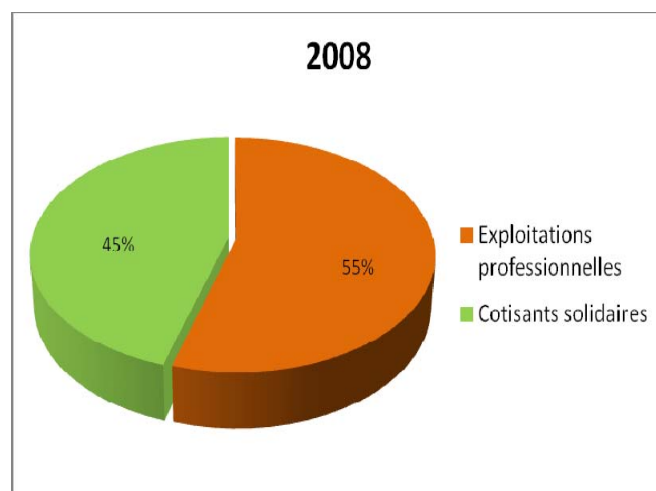
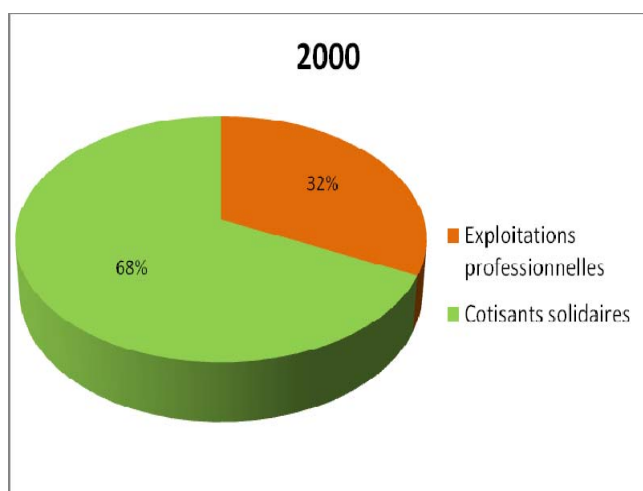
Parcours : 2520 ha

Prairies temporaires: 369 ha

Prairies permanentes: 93ha



Baisse générale du nombre d'agriculteurs <sup>2</sup>: -30% entre 2000 et 2008 pour les communes du territoire. Une baisse qui concerne les exploitations non professionnelles: -45% de cotisants solidaires. Le nombre d'exploitations professionnelles est stable voire en hausse entre 2000 et 2008.



<sup>1</sup> Unité Gros Bétail

<sup>2</sup> Chiffres issus d'une extrapolation de données communales: à prendre avec précaution

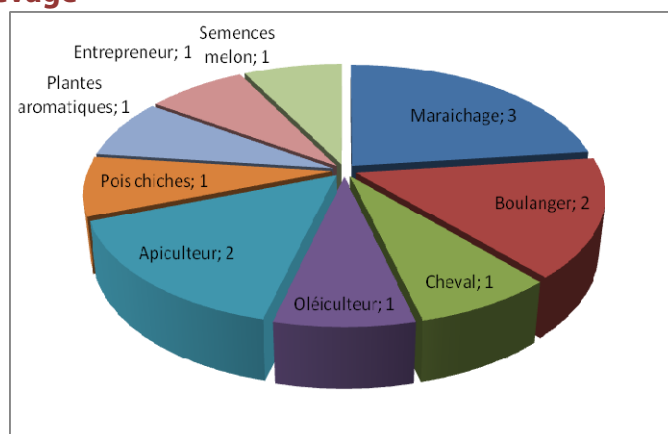
Environ 90 cotisants solidaires<sup>3</sup> répartis en 2 types :

- Les agriculteurs âgés (environ 65 personnes) (70% ont plus de 50 ans et 42% ont plus de 60 ans) continuent d'exploiter quelques terres et arrachent ou revendent le reste. C'est la grande majorité des cotisants solidaires. **Au fur et à mesure des cessations d'exploitation, leur nombre diminue.**
- Des nouveaux agriculteurs souvent plus jeunes (environ 25 personnes) qui entrent dans la profession sans disposer d'exploitation familiale. Ils exploitent quelques hectares de terres le plus souvent en agriculture alternative (plantes aromatiques, raisin de table, miel...). Ces cotisants solidaires sont **peu nombreux, mais en augmentation.**

### D'autres types d'agriculture que la viticulture et l'élevage

Depuis plusieurs années, le territoire accueille d'autres types d'exploitations. Souvent cotisants solidaires ou exploitants mixtes en cave particulière, ces agriculteurs sont dans des démarches de diversification (vis-à-vis des productions ou des débouchés économiques...).

On identifie plus de 20 exploitations dans ce cas. Les surfaces occupées sont relativement faibles (inférieures à 100 ha), mais les porteurs de projets recherchent des terres.



### L'existence de démarches de qualité et de circuits courts

#### Agriculture biologique

- 5 producteurs agréés en Bio sur le site (1 raisin de table, 1 olives, 1 légumes, 2 vignerons), répertoriés dans le guide Bio de l'Hérault.
- A notre connaissance, 6 producteurs en bio mais non agréés (1 maraicher, 1 producteur de pain, 1 éleveur/vigneron, 2 vignerons).
- Une conversion plutôt longue (3 ans) mais aidée par l'Etat.

#### AOC

- AOC Roquefort et Pélardon
- AOC Côteaux du Languedoc : une association de viticulteurs en AOC Terrasses du Larzac ( 53 caves particulières, 6 caves coopératives)
- 2 associations de demande de reconnaissance en AOC (71 et 27 viticulteurs)

#### Label qualité Hérault

Le département a mis en place un Label qualité pour les structures agricoles en lien avec le tourisme

- 2 caveaux en vente directe
- 1 artisan « Artisanat gourmand »
- 1 huilerie coopérative à Clermont
- 1 cave coopérative

<sup>3</sup> Définition: Un cotisant solidaire exploite moins de 4 ha de vigne, moins de 10 ha de terres en polyculture/élevage, moins de 75ha de parcours, moins de 0.5ha de maraichage ou moins de 6ha d'oliviers. (Surfaces valables pour le département de l'Hérault)



## Label « Bienvenue à la ferme » Accueil Paysan

- 1 ferme

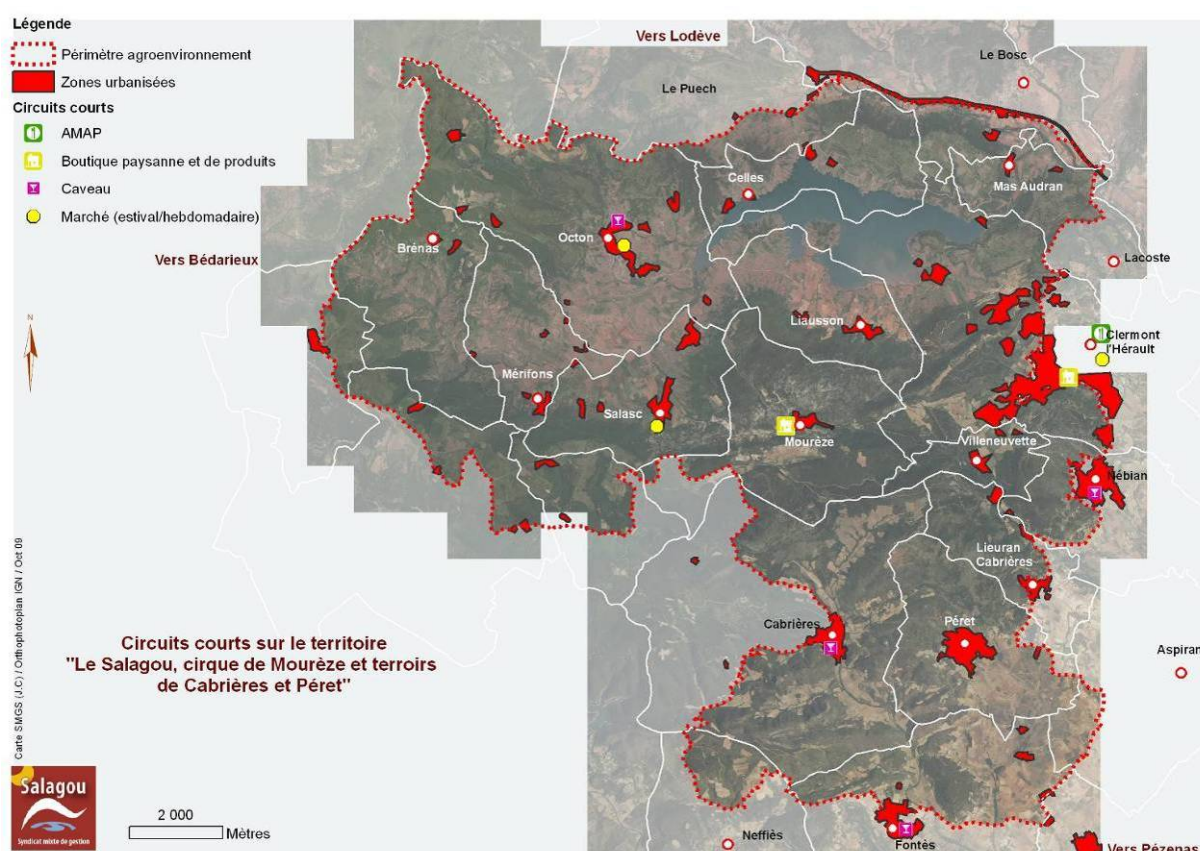
## Label « Accueil Paysan »

- 2 gites

## Une bonne représentation des réseaux de circuits courts sur le territoire du Pays Cœur Hérault

### 1- Les points de vente collectifs existants :

- 4 marchés hebdomadaires locaux importants : les mercredi (Clermont l'hérault), et samedi (Gignac, Lodève, Pézenas)
- 2 marchés hebdomadaires de produits bio : les samedi à Bédarieux et à Pezenas
- 3 boutiques de paysans producteurs : 1 à Clermont l'Hérault et 2 à Lodève
- 1 AMAP (bio) qui livre à Clermont l'Hérault
- 2 marchés paysans producteurs estivaux (Oton, Salasc)
- 1 maison de Pays qui fait la promotion des produits du terroir à Bédarieux



### 2- Quatre réseaux d'animation des circuits courts à l'échelle du Département de l'Hérault et du Pays Cœur Hérault

Un premier programme européen Equal nommé « CROC » a été mené de 2005 à 2008 par une équipe pluridisciplinaire : l'INRA et le CIRAD Montpellier, le CIVAM, terres Vivantes, les CUMA et les Foyers ruraux. Le projet CROC a permis :

- D'organiser un groupe de travail opérationnel sur la thématique des circuits courts dans l'Hérault
- De fédérer les producteurs
- De mettre en place un site internet « mangetic34.fr » recensant les points de vente et les événementiels

Le Pays Cœur Hérault a pris la suite de cette étude au niveau de son territoire pour répondre aux objectifs de « Mise en valeur des paysages » et d'« accueil des nouvelles populations et densification de la vie locale ». Le Pays Cœur d'Hérault a lancé en 2009 **une étude de l'offre et de la demande en circuit-court sur les 3 communautés de communes du Pays**. Les résultats de cette étude, réalisée par Terres Vivantes et le CIVAM Bio, seront disponibles à l'automne 2010.

L'étude du Pays approfondit et applique les résultats de CROC sur le territoire. Elle consiste en :

- l'analyse de la demande : consommateurs, et établissements intéressés ou potentiellement intéressés
- l'intérêt politique des élus
- l'analyse de l'offre : recensement des systèmes de vente directe/circuits courts, offre de produits locaux sur les marchés, potentialités de la production locale et des besoins en terme de commercialisation

Par ailleurs le CIVAM Bio anime un réseau de **vente de produits Bio** qui recense 4 producteurs du territoire.

Il existe aussi 1 groupement associatif pour la restauration « **Assiettes de Pays** ». Le principe est de proposer une assiette découverte composée de produits locaux, accompagné d'une boisson.

Il n'y a pas aujourd'hui de **Café de Pays** mais la Région a demandé aux différents Pays d'identifier et d'accompagner les lieux susceptibles d'être labellisés.

### **3 - Une communication pour valoriser les produits locaux existante mais non ciblée sur les paysages du Salagou et de Mourèze**

#### **Des événements autour de produits du terroir**

Les acteurs du territoire organisent beaucoup d'événementiels autour des produits du terroir : Fête de l'agriculture, Fête du raisin de table, Circulades vigneronnes pour l'AOC Terrasses du Larzac, Fête de la Lucques, Fête de l'huile de Noël, Marchés de Noël, Grande foire de la petite agriculture, Nuits du vin (Clermont l'Hérault), Fête du primeur AOC à Cabrières.

La Communauté de communes du Lodévois et Larzac projette d'organiser un événementiel annuel sur les berges du lac (pole des Vailhès) autour des vins du territoire.

Les caves coopératives de Cabrières et Fontès valorisent l'image des viticulteurs et du territoire :

- Site internet accueillant et espace d'accueil muséographique à la cave
- Proposition d'itinéraires de découverte du terroir, lien fort entre terroir, histoire et production
- Vins de qualité, dont la majorité en AOC
- Organisation d'événements comme la fête des vignerons, la nuit du rosé

#### **Des supports de communication publiés par les collectivités territoriales**

##### *Le Pays cœur d'Hérault*

- un annuaire des producteurs vin et olive dans lequel sont répertoriés tous les producteurs du site (sauf ceux de Carlencas, Pezènes les Mines et Neffiès).
- le « guide touristique ». Les producteurs répertoriés ont payé leur adhésion au comité départemental du tourisme. Aucune cave coopérative ou particulière n'est inscrite dans cette démarche, et seules la Coopérative interdépartementale de Clermont l'Hérault et la miellerie du Salagou sont inscrites.
- des propositions de balades :
  - o en voiture : « Un jour, une route, un terroir ».
  - o la balade « Vigne et olivier autour du Salagou » recense la cave coopérative de Cabrières, l'huilerie confiserie coopérative, la maison de l'olivier (Oli d'oc) et le caveau clochers et terroirs à Nébian qui fait déguster les vins de la cave coopérative de Puilacher.

*La Communauté de communes du Clermontais*

- Edition de cartes postales recensant les caveaux et les événements en lien avec le vin
- En prévision : brochure présentant et localisant les domaines et les caveaux.

*Le Syndicat mixte de gestion du Salagou*

- un site Internet et un bulletin trimestriel d'information distribué à l'ensemble des habitants des communautés de communes du Lodévois et Larzac et du Clermontais.
- - En prévision : une carte touristique, un dépliant patrimonial, des panneaux d'accueil à l'entrée des villages du site classé et sur les berges du lac du Salagou

*Le Syndicat des Terrasses du Larzac (AOC Coteaux du Languedoc),*

Le Syndicat des Terrasses du Larzac en lien avec le Pays Cœur d'Hérault prévoit d'orienter ses actions de communication sur la thématique du « paysage ». Il faut amener le consommateur à visualiser le caractère exceptionnel des paysages du territoire à l'appellation « Terrasses du Larzac ».

Exemple d'actions : création de kakémonos avec des photographies du territoire pour les salons (Vinisud), accueil de journalistes avec découverte du territoire, faire connaître aux négociants le territoire, présence sur les festivals, nouveau site Internet et nouveau logo, faire connaître l'AOC Terrasse du Larzac dans l'agglomération Montpellieraine.

**SYNTHESE : Une agriculture plutôt dynamique**

Un territoire marqué par quatre secteurs géographiques différents, qui ont des usages et dynamiques propres. L'analyse de l'agriculture doit prendre en compte ces différences.

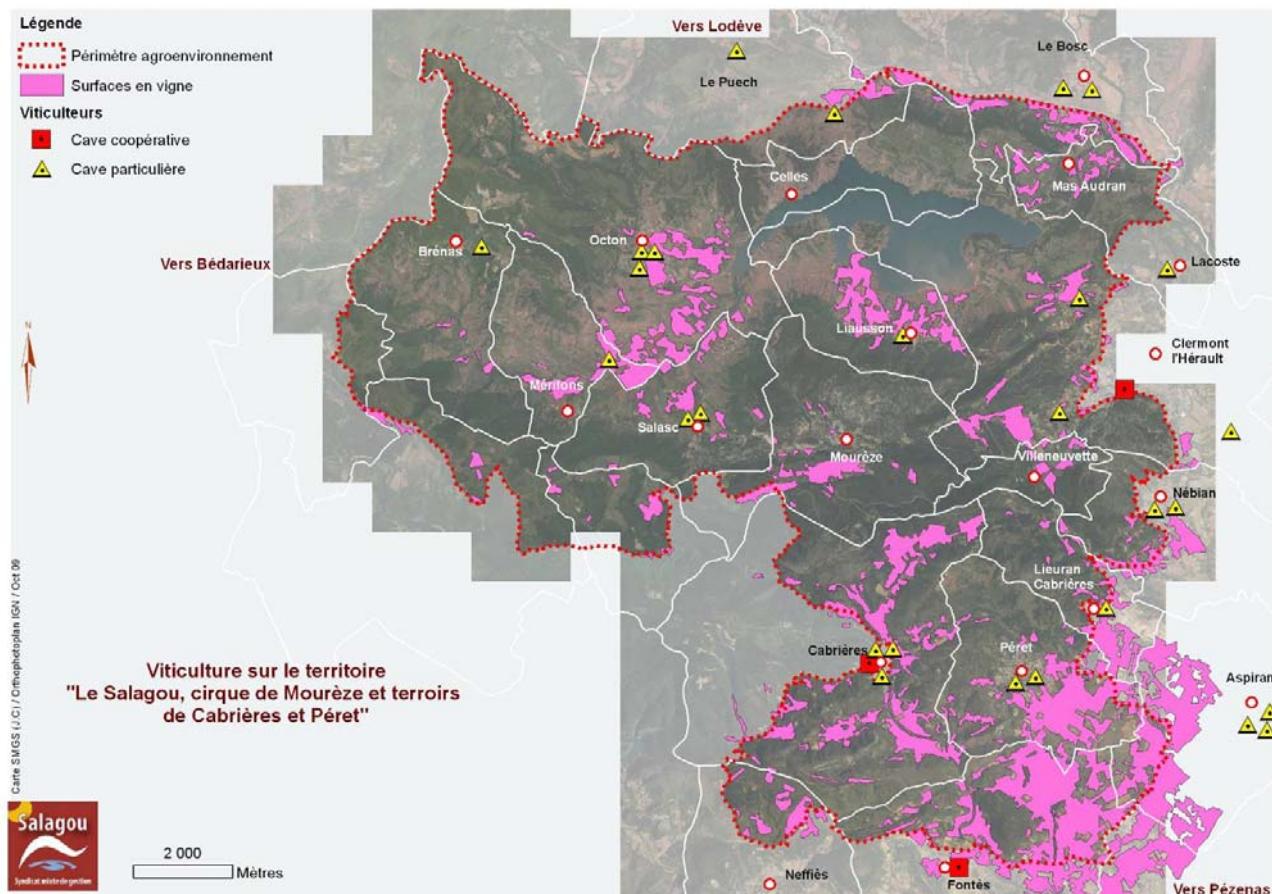
Des agriculteurs moins nombreux qu'en 2000, mais qui travaillent des parcelles plus grandes et vivent de leur métier.

35% du territoire occupé par l'agriculture, 300 emplois directs créés par l'agriculture, et de nombreux emplois indirects (fourniture de matériel, semences, saisonniers...)

Des cotisants solidaires en constante diminution mais émergence de nouveaux cotisants qui se lancent dans une agriculture diversifiée (maraichage, pain, raisin de table...)

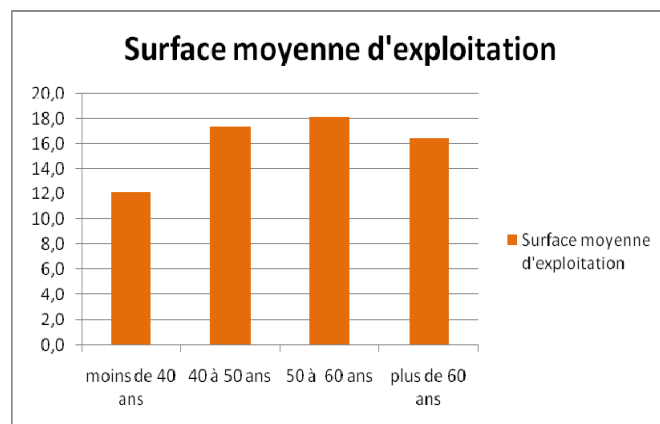
De nombreux projets de développement : voir partie III.

## 2 - LE MILIEU VITICOLE



### Une répartition par classes d'âges assez favorable...

- 110 exploitants professionnels,
- 30% des exploitants sont âgés de moins de 40 ans
- 65% des exploitants ont moins de 50 ans
- 61% des surfaces détenues par les moins de 50 ans
- Des surfaces moyennes d'exploitation situées entre 16 et 18ha pour les plus de 40 ans, et 12 ha pour les moins de 40 ans.



### .... Mais une succession peu assurée chez les viticulteurs de plus de 55 ans

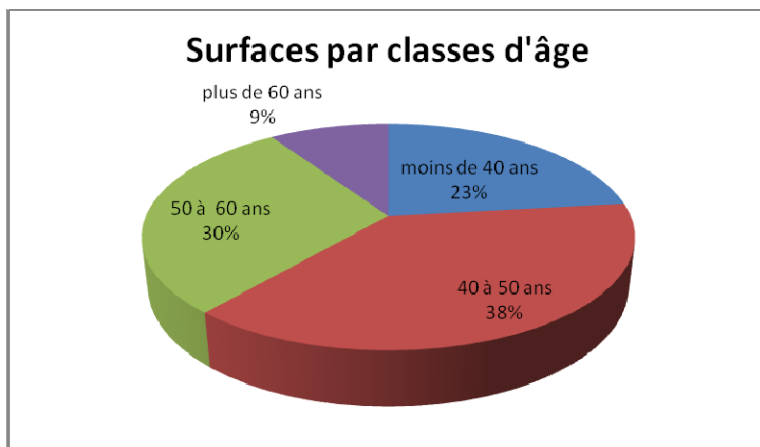
Résultats d'enquêtes:

35% des agriculteurs enquêtés ont plus de 50 ans. Parmi eux, 13% ont plus de 55 ans.

Presque 80% des plus de 55 ans n'ont pas de successeur identifié.

Représente 175ha de terres et 150 ha de vigne.

Si des solutions ne sont pas trouvées, c'est environ 1/3 du vignoble qui n'a pas de repreneur à moyen terme.





### Un mode de faire-valoir direct dominant

Un peu plus de 52% en propriété, et le reste en fermage. L'ensemble du foncier est maîtrisé.

### Un parcellaire plutôt groupé

Le parcellaire plutôt groupé, mais 10 exploitations ont un parcellaire dispersé. Elles devront être incluses de manière prioritaire dans les programmes de réorganisation foncière.

### Trois types d'exploitants

#### Les vignerons indépendants :

- 12 vignerons enquêtés (16 caves particulières), 230ha, surface moyenne 19ha

Presque tous axés sur une démarche qualitative, et de lien au terroir. Sont sur des marchés de niche et résistent à la crise. Représentent 25% des terres viticoles.

#### Les viticulteurs en cave coopérative:

- 36 viticulteurs enquêtés, 588ha, surface moyenne 16.3ha

Parmi eux, deux types de producteurs:

→ Les viticulteurs à plein temps en cave coopérative. Subissent de plein fouet la crise. Les viticulteurs âgés attendent la retraite pour vendre les terres et arrachent les vignes qu'ils ne peuvent plus exploiter. Ils possèdent la majorité des terres (498ha), pour une surface moyenne de 18 ha (il existe de grandes différences entre les coopérateurs actifs et les coopérateurs retraités en terme de surfaces exploitées, expliquée par le fait que l'activité coopérative regroupe les SAU les plus importantes, et des agriculteurs retraités, qui ont de petites surfaces).

→ Les viticulteurs en double activité (91ha), pour qui la vigne représente plus un patrimoine qu'une source de revenus conséquente, qui continueront à exploiter la vigne.

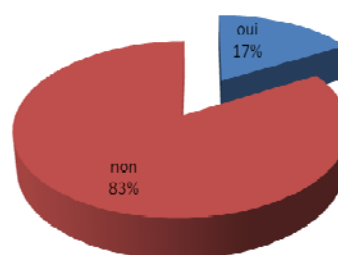
L'ensemble représente 48% des terres viticoles.

#### Les Vignerons-viticulteurs mixtes :

- 5 exploitants enquêtés, 120ha, surface moyenne 24ha

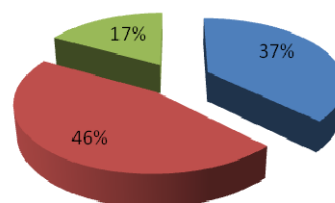
Destinent une partie de leur production à la cave coopérative et l'autre au caveau personnel. Sont tous rattachés à la cave coopérative de Cabrières. Résistent à la crise. Représentent 10% des terres viticoles.

Succession Connue



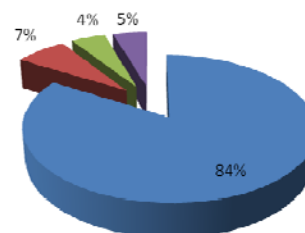
Structure du parcellaire

■ groupé ■ moyen ■ dispersé

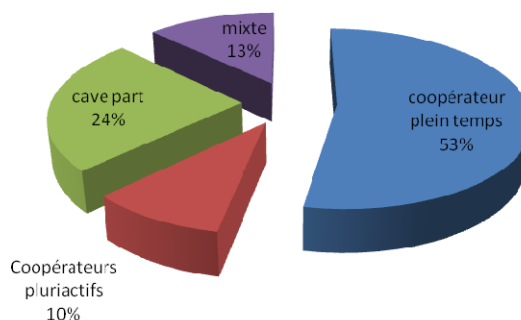


Double activité

■ Aucun ■ plein temps ■ mi temps ■ occasionnellement



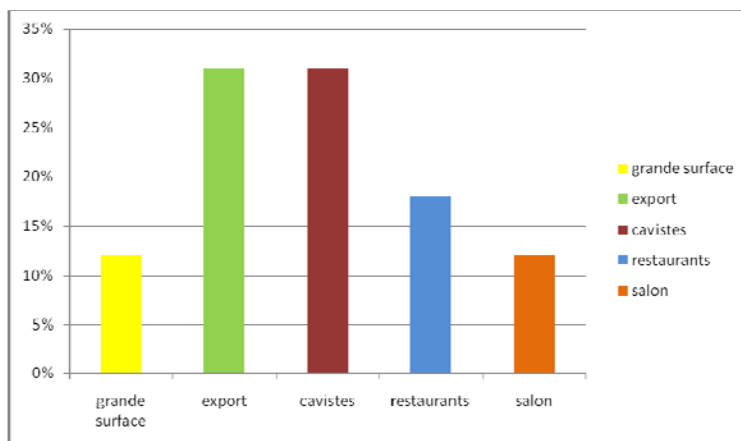
Surfaces en vigne des différents exploitants



## Des vigneronns en cave particulière qui ont diversifié leurs modes de vente

### Résultats d'enquêtes:

100% des vigneronns vendent au caveau. Outre ce mode de valorisation, ils ont diversifié leurs modes de vente et vendent mieux leur vin.

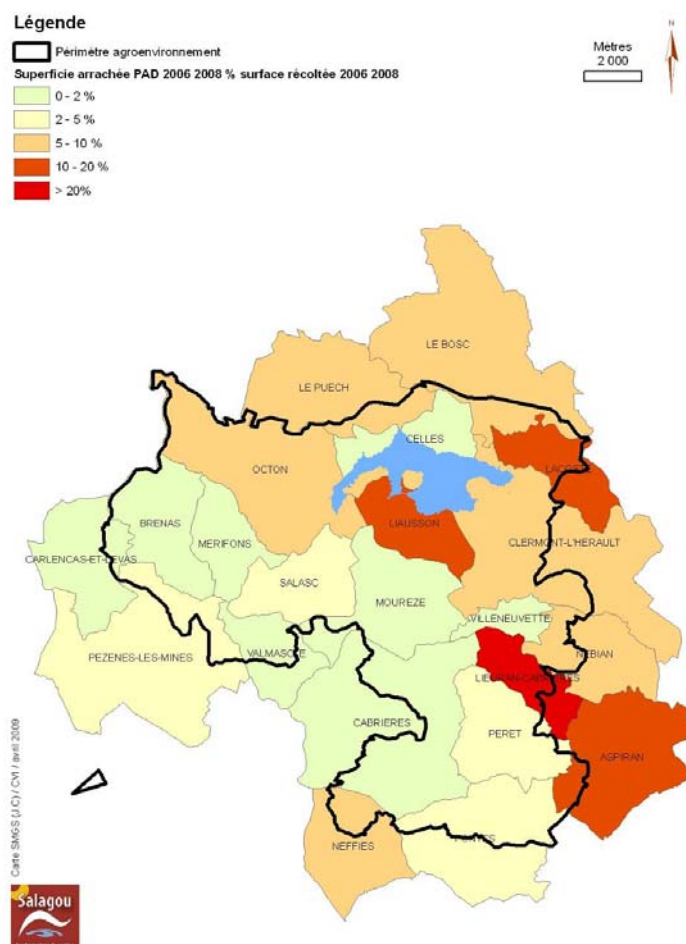


## Des surfaces en vigne qui diminuent

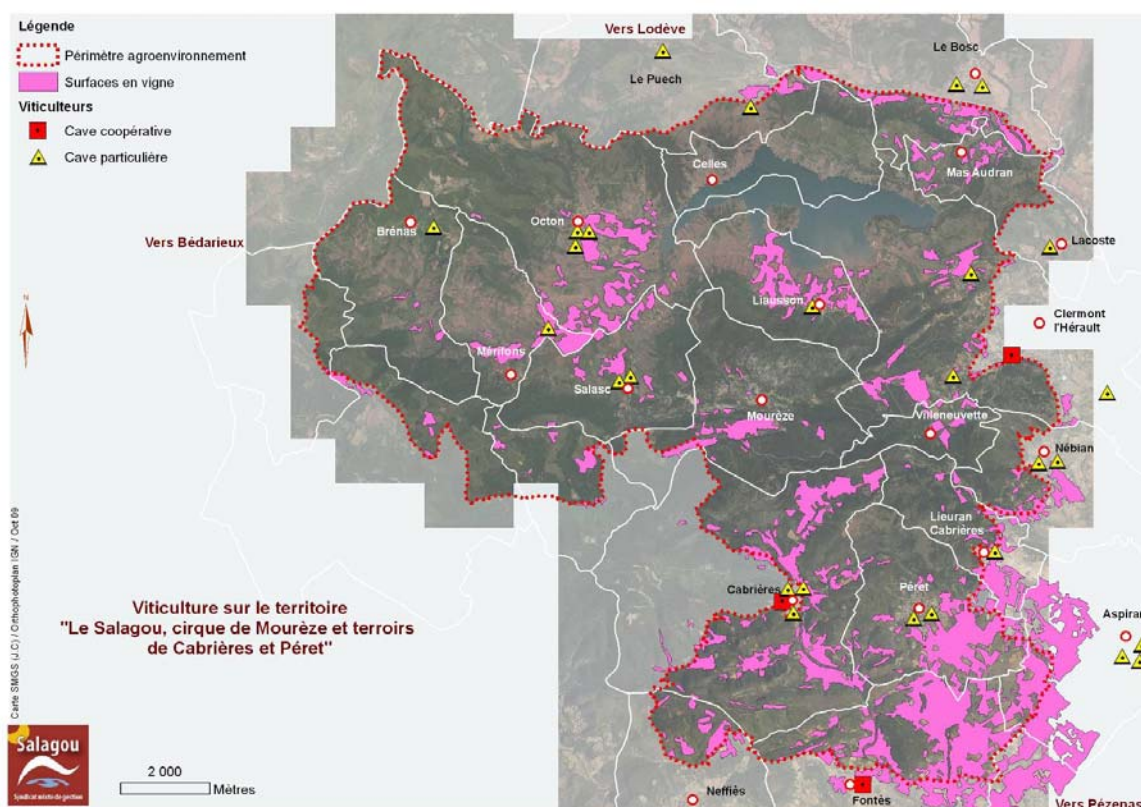
### Arrachage :

- 11% du vignoble arraché définitivement depuis 3 ans, majoritairement sur les communes de plaine et autour du Salagou. Les vignes de Cabrières résistent bien.
- Le pourtour du lac voué à voir la vigne disparaître, mis à part les vignes de quelques vigneronns indépendants, et des viticulteurs en double activité.

Taux de vigne arrachée PAD sur la période 2006 2008 par surface récoltée sur la vallée du Salagou et les terroirs de Cabrières et Nord Pézénas



## Carte de localisation des caves particulières et des caves coopératives



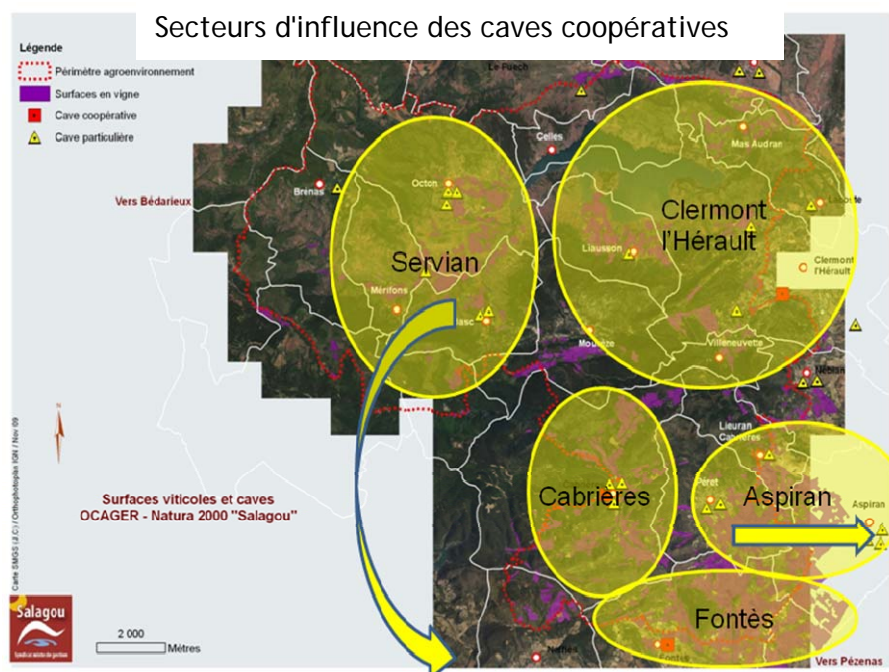
## Une organisation collective

5 caves coopératives principales : Clermont l'Hérault, Cabrières, Fontès, Clochers et terroirs (Aspiran/Puilacher), Servian.

Les caves coopératives de Cabrières et Fontès, proches de leur terroir et ayant adopté une démarche qualité importante (AOC, Caveau muséographique), vendent mieux leur vin et conservent le lien avec leurs producteurs.

La cave coopérative de Cabrières fédère l'ensemble des producteurs de Cabrières, caves particulières y compris.

## Secteurs d'influence des caves coopératives



- 33 coopérateurs et 3 domaines (Domaine du temple, Château des deux Rocs, M Jean Pierre VAILHE.
- Projets de remise en valeur viticole, en insistant sur l'entraide entre viticulteurs.

- Une vie syndicale dynamique et de nombreuses initiatives de mise en valeur des vins (mailing aux nouveaux arrivants, séances de dégustation, conférences thématiques, visite du domaine en calèche, invitation de clients à des séances d'assemblage des vins nouveaux).

Du fait des restructurations (fusion des caves) les caves coopératives de Servian et Aspiran se retrouvent loin de leurs terroirs de production. Les liens établis initialement entre viticulteurs ont tendance à se perdre.

2 associations de demande de reconnaissance en AOC (71 et 27 viticulteurs concernés accompagnés par le Syndicat des coteaux de l'AOC) :

Regroupement autour d'un objectif commun, permet d'échanger sur les pratiques

- Organisation de groupes de travail (conduite de la vigne en viticulture raisonnée)
- Organisation de formations
- Objectifs de communications : Participation à des salons, dégustations, élaboration de partenariats avec les hébergeurs, élaboration d'un DVD promotionnel, présence sur les manifestations touristiques

→ 1 association de reconnaissance en AOC pour 7 communes autour de Clermont :

- 71 vigneronnes concernées
- 7 caves particulières
- 4 caves coopératives : St Félix de Lodez, Clochers et terroirs, Le Pouget, Clermont l'Hérault
- 861 ha de vigne concerné

→ 1 association de reconnaissance en AOC pour 9 communes sur le Lodévois :

- 27 vigneronnes concernées
- 6 caves particulières
- 3 caves coopératives
- 315 ha de vigne concerné

Une association de viticulteurs en AOC Terrasses du Larzac

- 53 caves particulières, 6 caves coopératives
- Communication (Circulades vigneronnes, salons des vins, site internet) pour une valorisation des produits, des métiers et du terroir

#### **Synthèse VITICULTURE : UNE ACTIVITE PREDOMINANTE EN DIFFICULTE**

Des surfaces viticoles qui se réduisent, des coopérateurs en grande difficulté qui arrachent et ne trouvent pas de repreneurs.

Des caves coopératives en crise qui ont de moins en moins de coopérateurs.

Des vigneronnes en cave particulière qui vendent plutôt bien leur vin.

**Avenir de la viticulture:** Quelques caves particulières et exploitants en double emploi vont conserver les surfaces en vigne. Certaines caves coopératives dynamiques font face à la crise.



### 3. L'ELEVAGE SUR LE TERRITOIRE, UNE FILIERE DYNAMIQUE ISSUE DU DIAGNOSTIC OIER - SUAMME (en annexe)

#### Contexte de mise en oeuvre

L'OIER-SUAMME a été choisi par le Syndicat mixte pour réaliser les enquêtes auprès de l'ensemble des exploitations d'élevage du territoire.

**L'étude agropastorale a été réalisée par :** Aussibal Guilhem SUAMME, avec les contributions des conseillers de la Chambre d'Agriculture de l'Hérault : Rouquette Laurence, Petit Jean Christophe, Flaquière Gabriel.

Les enquêtes ont été conduites en été. De ce fait, les centres équestres pratiquant la randonnée sur la période estivale n'ont pu être enquêtés pour des raisons d'indisponibilité.

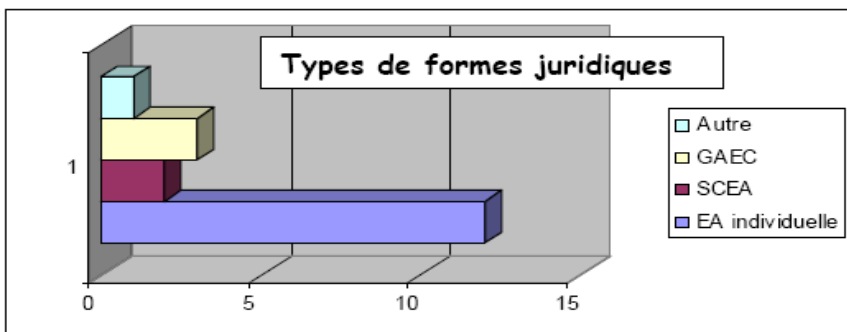
#### Les exploitations d'élevage

##### Types d'exploitations

Aujourd'hui **19 exploitations** d'élevage valorisent plus de **3000 ha** sur le site soit plus de **18 %** de la zone d'étude.

La carte (page suivante) permet de mesurer l'emprise des activités agropastorales sur ce territoire pour la campagne 2009.

Les exploitations se répartissent selon leurs formes juridiques et leurs types d'élevage comme suit :



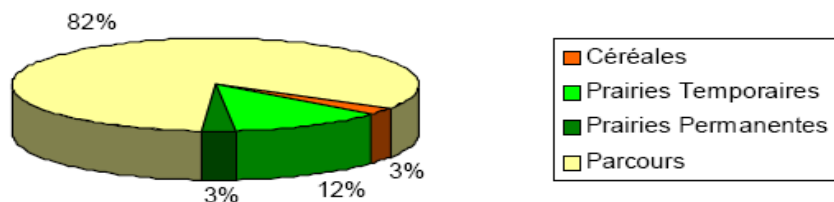
Les petites exploitations sont le plus souvent individuelles.  
Les grandes exploitations sont en sociétés ou en GAEC.

Types d'élevage	Nombre	Surface	UGB*
sédentaire	15	2500	855
transhumant	3	500	180
transhumant inverse	1	15	3

Les élevages sont pour la plupart sédentaires. Seuls 3 élevages transhument en été vers les Alpes et les Pyrénées.

Une seule exploitation pratique la transhumance inverse à partir du Larzac avec des bovins. Elle a peu d'emprise sur le territoire d'étude.

##### Répartition des surfaces par grands types de valorisation



Plus de 80 % des surfaces gérées, par les exploitations agropastorales, sont des parcours.

Bien que le pourcentage de surfaces en terres labourables soit particulièrement faible, ces surfaces ont un rôle essentiel dans l'équilibre du système alimentaire du troupeau. En effet elles sont le plus souvent cultivées en prairies temporaires ou artificielles. Elles peuvent être soit pâturées précocement au printemps et/ou en automne, soit fauchées pour assurer les stocks hivernaux.

Les céréales ont pour vocation la complémentation des animaux en production et la production de paille utilisée en litière.

## Les systèmes d'élevage et cheptels

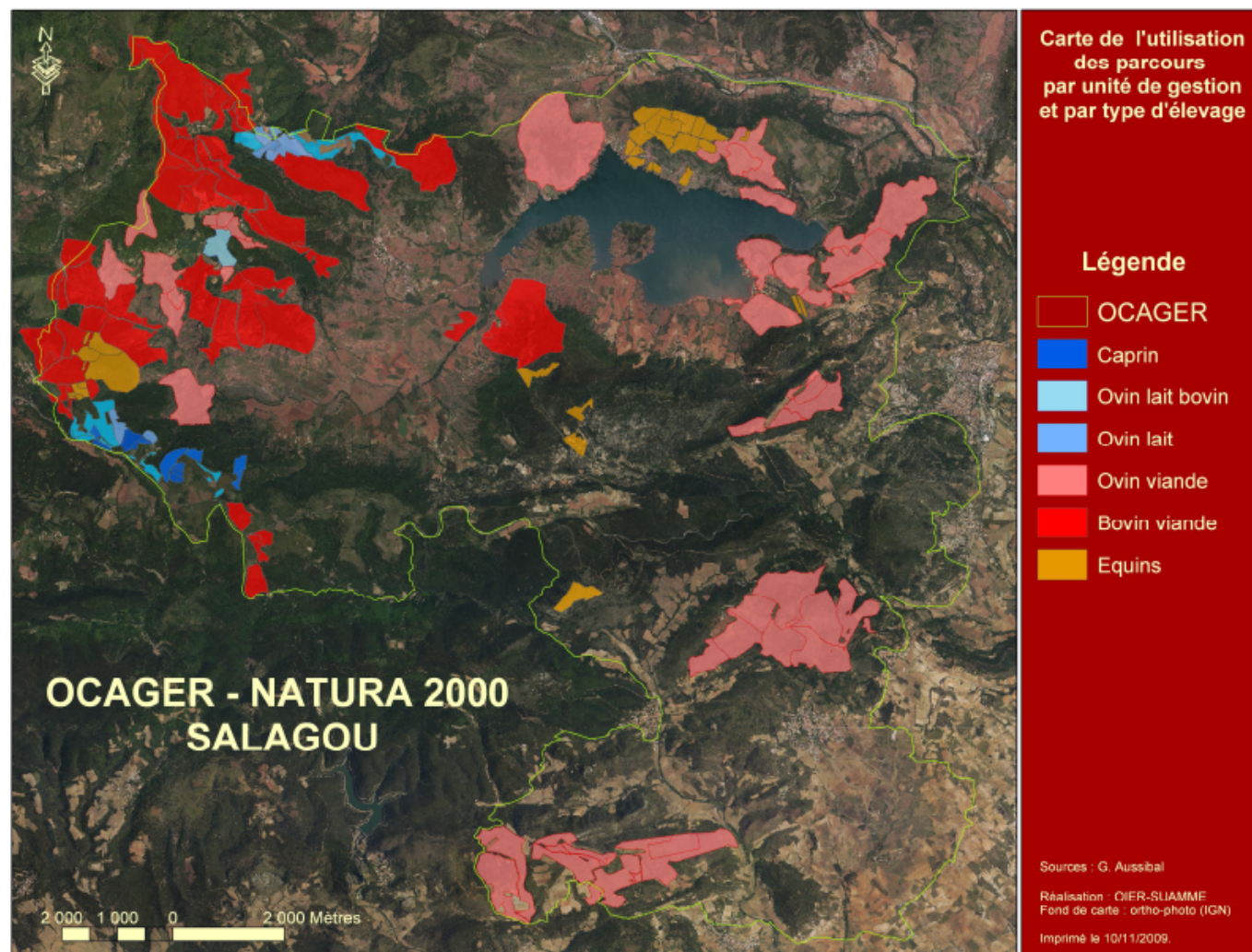
Les 18 exploitations d'élevage, dont le siège d'exploitation se trouve sur le site ou en proximité, se répartissent :

par système d'exploitation :

- 1 ovin lait spécialisé,
- 1 ovin lait bovin viande
- 1 ovin lait, bovin viande, ovin viande et vignes
- 7 ovin viande spécialisé
- 1 ovin viande vigne
- 3 bovin viande
- 1 bovin viande vigne
- 2 Equin
- 1 Caprin lait fromager

par type de cheptel :

- 1500 Brebis laitières
- 1700 brebis viandes
- 300 vaches allaitantes
- 65 chèvres laitières
- 25 équins



Près de 1000 UGB sont présentes pour tout ou partie de leur temps sur les 3000 ha valorisés par les activités « élevage »

## Type de produits, mode de valorisation et chiffre d'affaire

Les **15** exploitations d'élevage, produisant des animaux pour la viande, valorisent leurs produits suivant un ou deux types de circuits commerciaux :

Mode de commercialisation	Nbre d'exploitations	
	répartition	mode principal
Groupements de producteurs	5	5
Vente directe	8	6
Bouchers	2	2
Magasin collectif	1	1
Négos	2	2

Les **4** exploitations d'élevage, produisant du lait, se répartissent de la façon suivante :

Mode de commercialisation	répartition	mode principal
Roquefort	3	3
Vente directe	2	0
Magasin collectif	1	0
Coopérative	1	1

Le **chiffre d'affaire global** des **18 exploitations** représente un montant **1.370.000 €**

Le niveau de contribution, au chiffre d'affaire, des **aides économiques et de compensation de handicap naturel** (ICHN, prêts bonifiés, vache allaitante, DPU...) est de l'ordre de **440.000 €**. Le taux moyen des aides directes est de 30 % environ mais reste très variable d'un système d'élevage à l'autre. Les systèmes laitiers spécialisés ont un taux moyen inférieur à 20% ; alors que certains systèmes viandes passent à des taux supérieurs à 50%. Ceci confirme la forte dépendance des systèmes allaitants aux dispositifs des aides PAC.

## Pratiques agropastoral en place

Les pratiques agropastorales assurent l'entretien et valorisation de territoires à fortes contraintes (pente, dénivelé, sol superficiel..). Elles évitent aussi un effet banalisation des paysages de par :

- le pâturage qui limite la progression des ligneux,
- les petits travaux d'entretien (débroussaillement manuel, mécanique et brûlage...) qui complètent le travail de la dent de l'animal,
- les débroussaillements de réouverture (girobroyage) qui contribuent à la reconquête des milieux en voie de fermeture,
- les mises en cultures et le maintien des prairies permanentes qui assurent la production de foin et de céréale nécessaire pour la complémentation des troupeaux en hiver et/ou sur des phases physiologiques à forts besoins.

Le tout contribue, par cette gestion des milieux ouverts et des espaces cultivés, au maintien des paysages agropastoraux et la prévention des feux de forêt.

### Au niveau des cultures

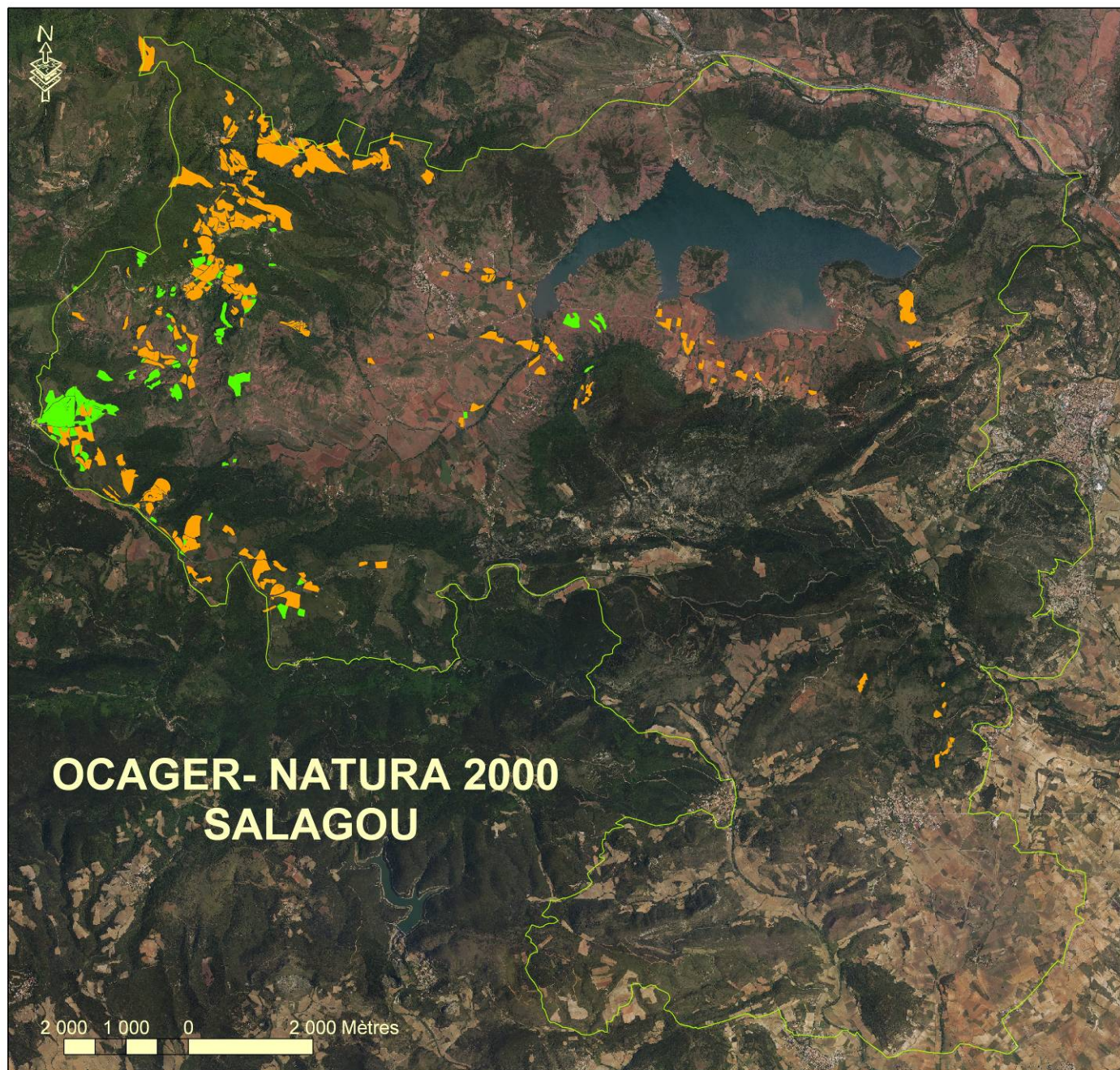
Globalement les pratiques agropastorales restent respectueuses de l'environnement dans la mesure où il s'agit de systèmes d'élevage semi-extensif ou extensif utilisant peu d'intrants. Les fumiers produits sont restitués au sol avec enfouissement en amont des semis de céréales. Ils constituent l'essentiel des apports en éléments fertilisants, en tête d'assolement. Ils sont complétés par des épandages de boues compostées (avec plan d'épandage) chez 3 éleveurs et d'apports d'azote très limités sur céréales et autres graminées fourragères. D'autre part le faible taux de terres labourables (15%) réduit les risques de pollution d'autant plus que les quantités utilisées, d'engrais chimiques et de phytocides, sont particulièrement faibles. Les sécheresses récurrentes de ces dernières années posent un gros problème de fragilisation des surfaces fourragères (problèmes de dégâts sur les semis et baisse de récolte). De l'irrigation d'appoint, sur de petites surfaces, permettrait de sécuriser les systèmes fourragers. Des exemples pertinents d'irrigation existent sur le site ou en proximité.

### Au niveau des parcours

Plus de 50 % des espaces pastoraux sont clôturés. Seuls les troupeaux laitiers et ovins transhumants restent, pour partie, conduits au pâturage en gardiennage (Cf. carte n°2 ci-après). Pour autant certaines pratiques de pâturage en grands parcs de plusieurs dizaines (Cf. carte n°3 ci-après) et/ou sur de longues périodes d'utilisation (plusieurs mois) amènent à penser qu'une évolution défavorable de la végétation est possible :

- sous valorisation de végétation consommable mais peu appétente (brachypode, ligneux...) ou de secteurs d'accès difficiles entraînant un risque d'embroussaillage,
- surpâturage des secteurs les plus enherbés et les plus accessibles,
- surpiétinement en proximité des zones de complémentation (hivernales ou estivales) ou autour des points d'abreuvement sur les secteurs de ruffes.





**Carte des modes  
de valorisation  
des surfaces**

**Légende**

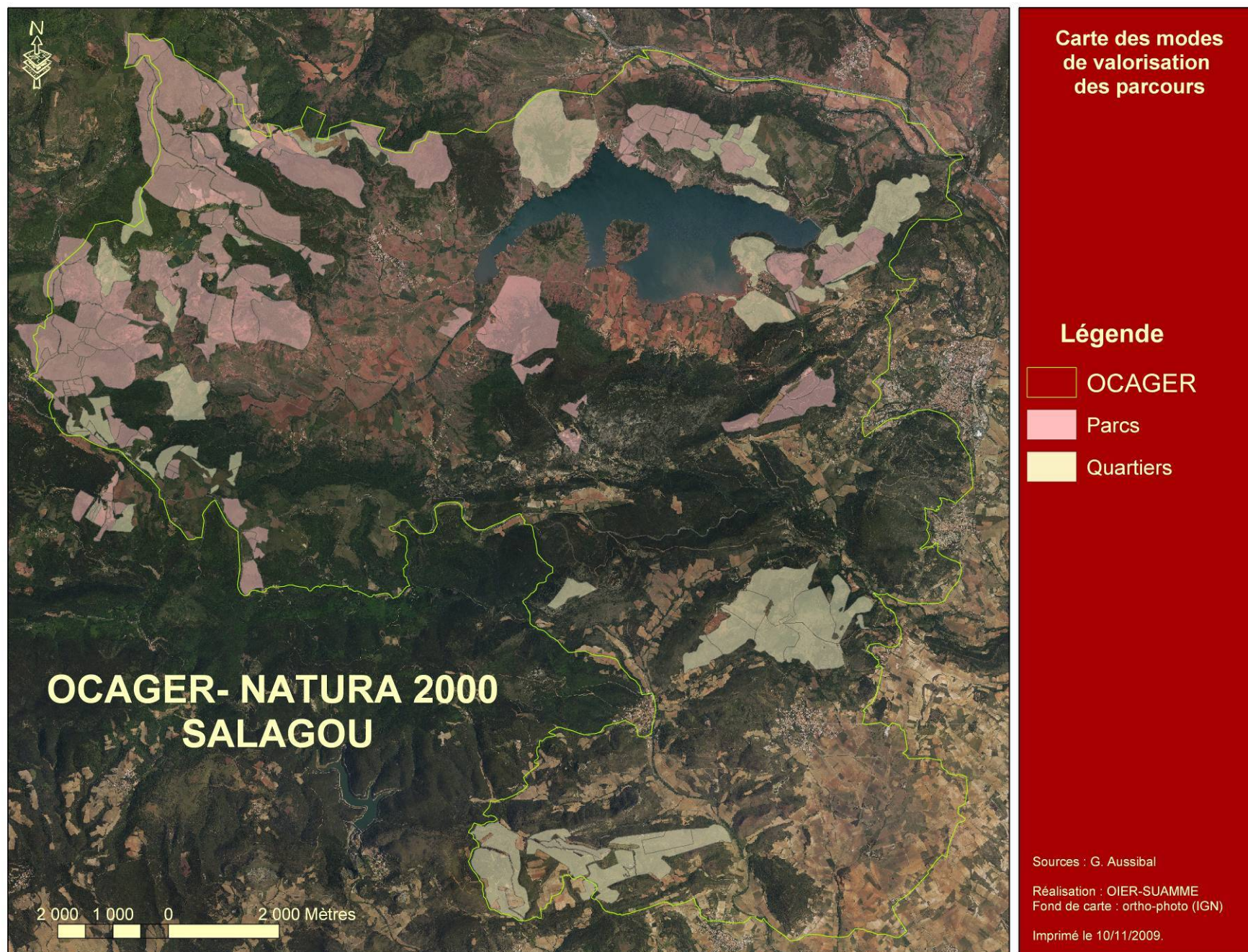
-  OCAGER
-  Cultures
-  Prairies perm.

Sources : G. Aussibal

Réalisation : OIER-SUAMME  
Fond de carte : ortho-photo (IGN)

Imprimé le 10/11/2009.







## TRAVAUX COMPLEMENTAIRES A LA GESTION PASTORALE

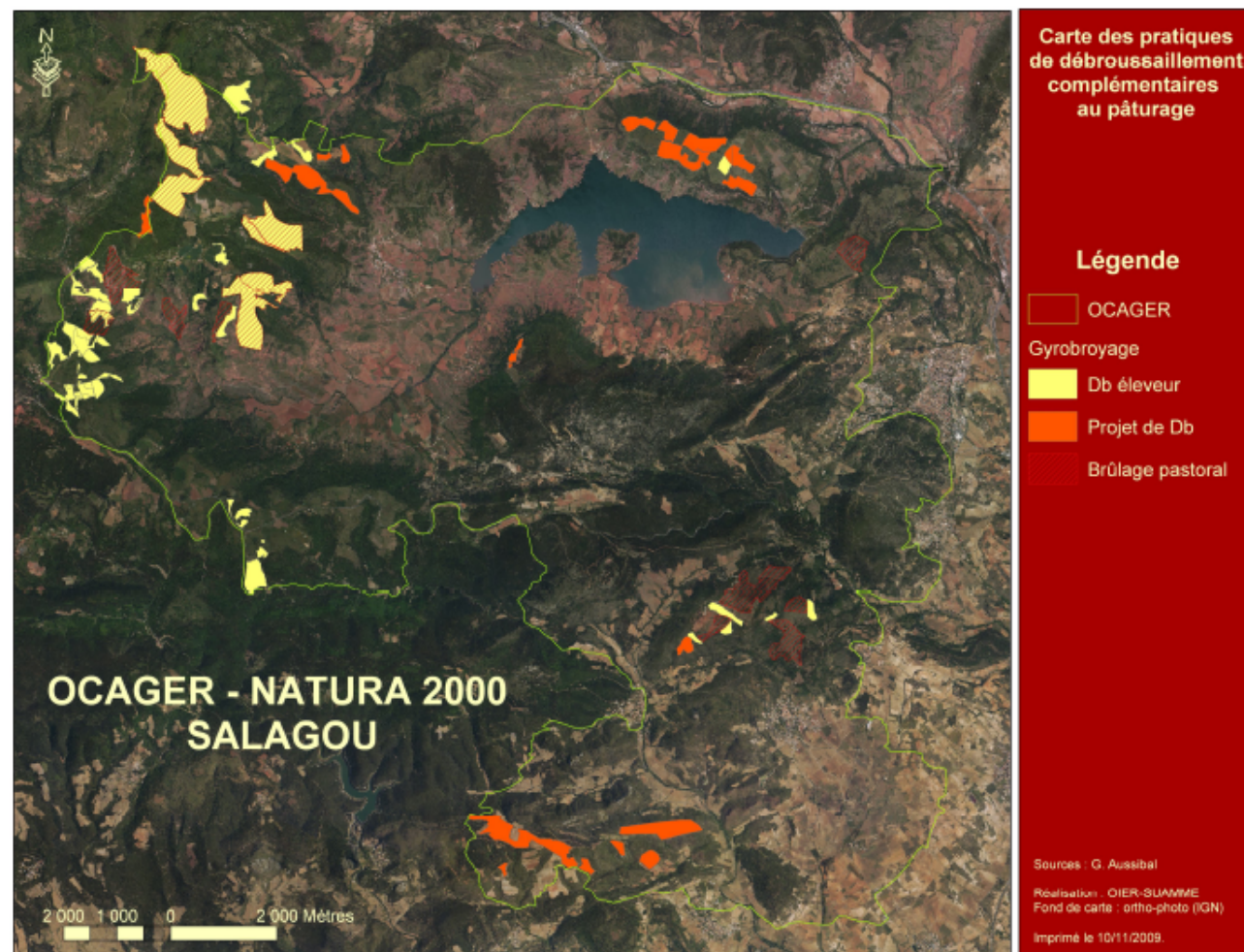
Deux grands types de travaux complémentaires au pâturage participent à une bonne gestion des espaces pastoraux :

- le débroussaillage mécanique en tâche, en layon ou en plein,
- le brûlage pastoral à la matte ou en plein.

Ces techniques peuvent selon le cas assurer:

- le contrôle de la végétation non consommée par les animaux notamment la broussaille,
- la réouverture de milieux trop embroussaillés pour faciliter l'exploration des animaux et ainsi leur permettre de mieux mobiliser la ressource pastorale.

Les éleveurs débroussaillent ainsi régulièrement près de 1500 ha, soit de façon mécanique, soit par brûlage voire en associant les deux techniques sur des pas de temps différents ( tous les 2 à 5 ans).



Prés de 500 à 800 ha de parcours font l'objet de travaux de débroussaillage en complément du pâturage chaque année

## DEMARCHES AGROENVIRONNEMENTALES PREEXISTANTES

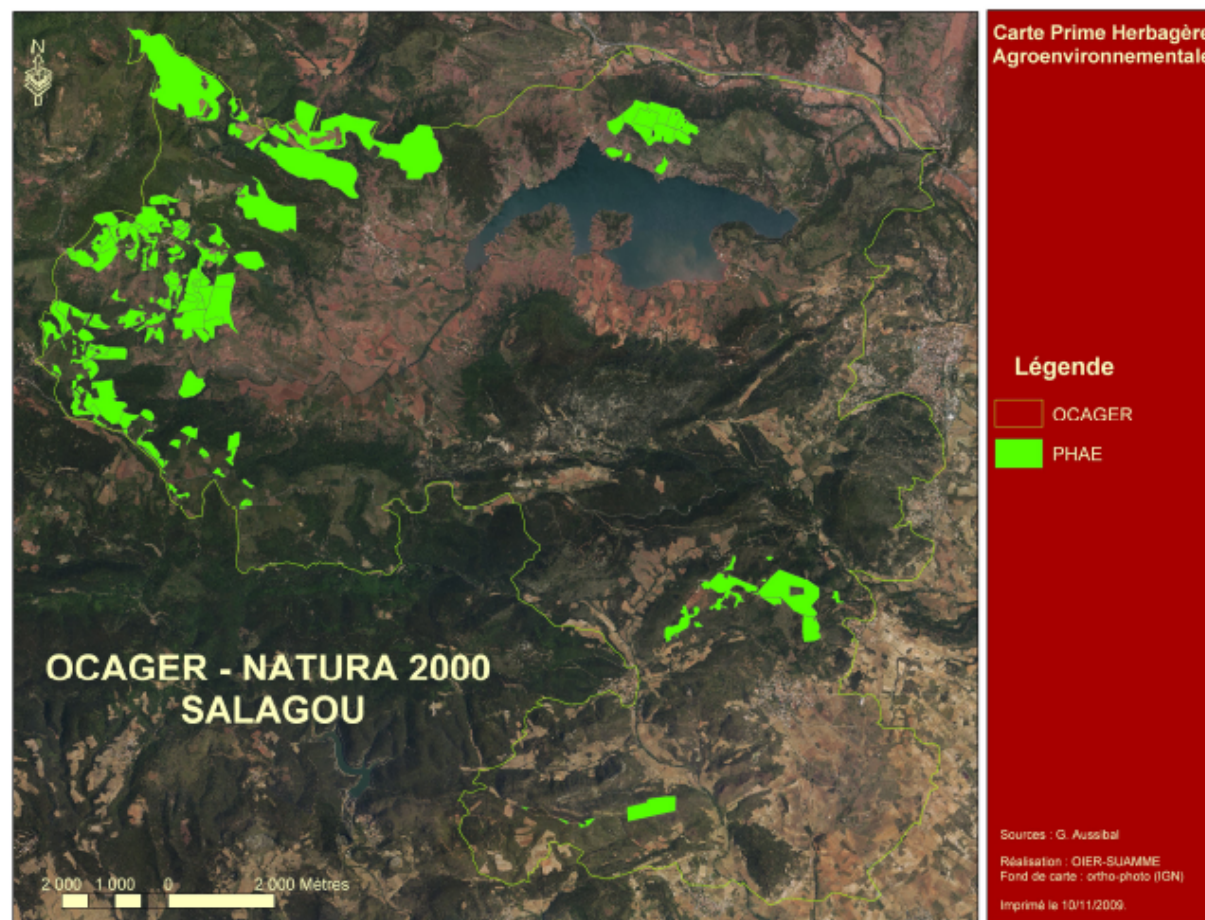
### La prime herbagère (PHAE)

Environ **1700 ha** de parcours et de prairies sont **contractualisés** sur des objectifs de maintien des surfaces en herbe avec :

- une limitation de la fertilisation,
- le maintien des prairies permanentes
- une gestion raisonnée des parcours.

Les éleveurs s'engagent à respecter un **cahier des charges**.

En contre partie les 17 exploitations, ayant contractualisé, touchent en **compensation** un montant global d'environ 110000 €.



De par ailleurs deux exploitations pratiquent l'agriculture biologique, deux autres souhaitent passer en conversion, une autre fait partie du réseau FARE Agriculture raisonnée.



### Actifs agricoles et maintien des actifs agricoles et maintien des exploitations agropastorales

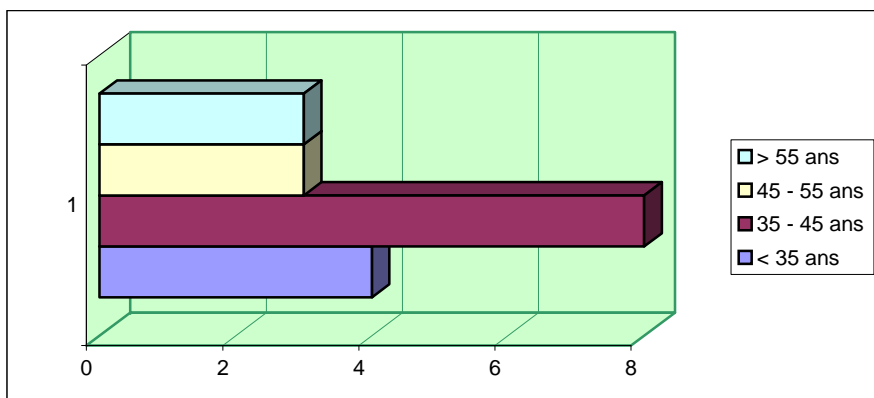
Les graphes présentés, ci-dessous, prennent en compte l'âge du chef d'exploitation ou celui du plus jeune des collaborateurs dans le cas de formes sociétaires (Sociétés, GAEC ...).

La répartition par classe d'âge est particulièrement favorable (cf. graphique ci-dessous).

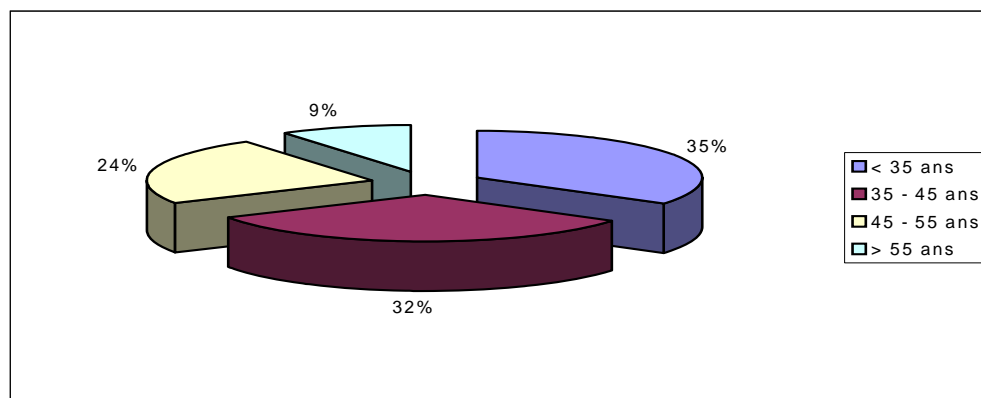
Douze exploitations sur dix huit ont un chef d'exploitation ou un jeune collaborateur âgé de moins de 45 ans (confer graphe ci-dessous).

Ces douze exploitations valorisent près de 70 % des surfaces agropastorales.

Répartition des exploitations en fonction des classes d'âge



Répartition des surfaces exploitées en fonction des classes d'âge



Sachant que 3 exploitations ont un chef d'exploitation âgé de plus de 55 ans, il est important d'accompagner ces cédants potentiels.

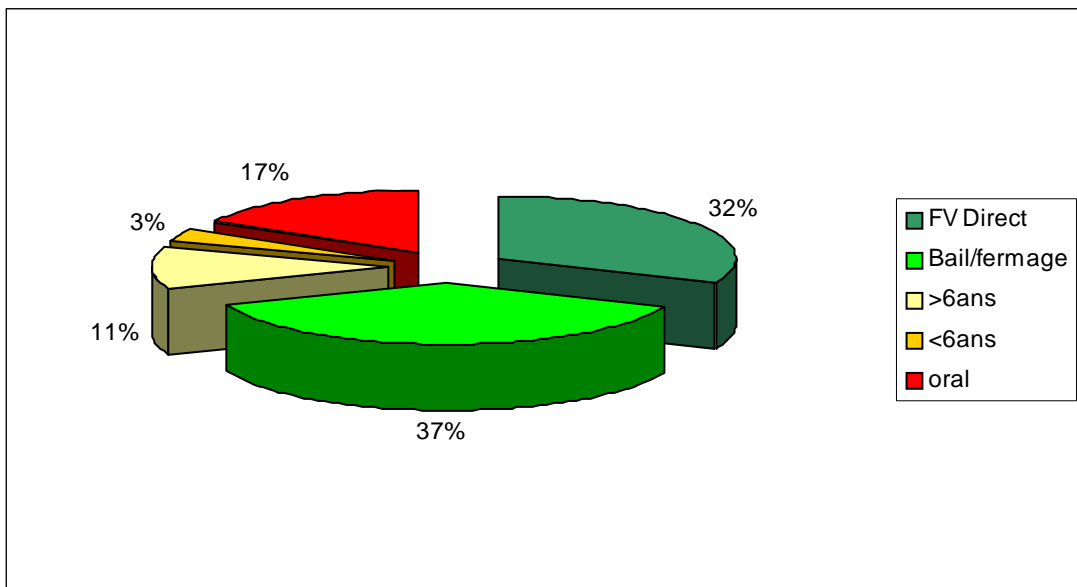
Deux de ces exploitations ont des solutions de reprise en vue, soit au niveau familial soit via la création d'une structure sociétaire.

Ces 3 exploitations maîtrisent 9 % des surfaces agropastorales du site.

**Les 18 exploitations d'élevage assurent ou confortent le revenu de près de 40 personnes soit l'équivalent de 35 UTH**

### Modes de faire valoir et maîtrise foncière

L'exploitation en pleine **propriété** et le **fermage** représentent **70 % du mode de faire valoir**. Les conventions pluriannuelles de plus 6 ans permettent de sécuriser la valorisation de certains espaces pastoraux.



Le faire valoir direct, le fermage et les conventions pluriannuelles de pâturage de plus de 6 ans permettent aux éleveurs d'exploiter sereinement 80 % de leurs territoires.

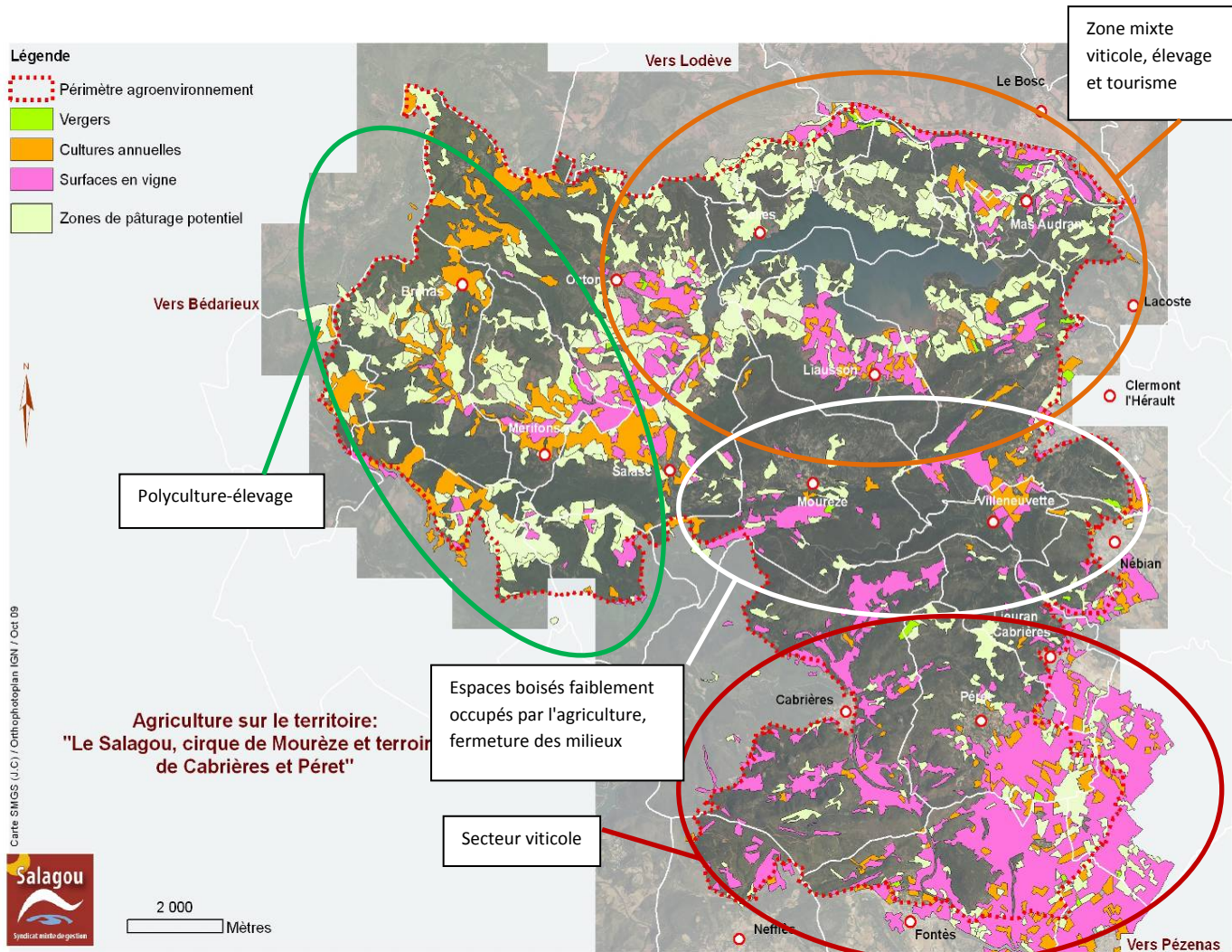
Pour autant **20 % des surfaces ne sont pas maîtrisées**.

Des **accords verbaux** d'exploitation courent sur des **parcelles culturelles** issues de l'arrachage viticole dans la **vallée du Salagou**. Elles sont valorisées en céréales ou en prairies temporaires de courtes durées.

Près de **350 ha de parcours**, en proximité du lac, sur les plateaux de l' **Auverne** et de **Germane** et au **sud de Cabrières**, sont aujourd'hui valorisés **sans maîtrise foncière** par 3 éleveurs ovin viande.

Un accompagnement spécifique, des propriétaires et des exploitants, sur les secteurs identifiés ci-dessus, devrait favoriser la mise en place de contrats fonciers adaptés aux spécificités locales.

#### 4. ANALYSE FONCIERE PAR SECTEUR ISSUE DU DIAGNOSTIC DE LA SAFER (en annexe)



## Des caractéristiques communes

Au-delà des spécificités locales, un certain nombre de traits communs à tous ces espaces sont à noter :

- Globalement, l'ensemble des communes étudiées est occupé par de la propriété foncière à **dominante privée**. Le faire valoir direct est dominant, sauf en zone de polyculture élevage où le système locatif est plus répandu, sans pour autant être très formel (mises à disposition non formalisées susceptibles de poser problème lors des cessations d'activité et transmissions d'exploitations).
- L'**irrigation est peu répandue**, seules les communes d'Octon, Celles, Salasc, Mérifons et Le Bosc bénéficient du réseau collectif permettant d'irriguer les productions maraîchères, les pépinières et quelques vignobles.
- L'ensemble de la zone d'étude subit une **poussée démographique** importante entraînant le développement de constructions et de zones d'activités autour des centres villes, grignotant régulièrement des terres agricoles à bon potentiel.
- L'**attentisme des propriétaires** (pas de souhait de vendre) et la spéculation foncière à proximité des centres urbains se traduisent par le développement des friches de manière quasi généralisée.

### Le secteur de polyculture élevage : Brénas, Carlenas et Levas, Pézènes les Mines, Mérifons et Valmascle.

<p><b>Principales activités économiques agricoles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilité des structures d'exploitation familiale de grande taille</li> <li>- Agriculture extensive (bovins viande et caprins).</li> <li>- Production de niche de pois chiche de Carlenas.</li> <li>- Quelques exploitations viticoles</li> </ul>	<p><b>Particularités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Espace de parcours et de terrasses agricoles</li> <li>- Déprise agricole marquée sur le plateau de Pézènes les Mines.</li> <li>- Espaces largement chassés (organisation par des Dianes).</li> <li>- ASA de travaux du sillon Orb/Jaur</li> </ul>
<p><b>Marché foncier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de transactions entre agriculteurs.</li> <li>- Peu de demandes agricoles pour achat. Besoin d'agrandissement restructurant pour les agriculteurs en place.</li> <li>- Peu d'installations nouvelles.</li> </ul>	<p><b>Prix du foncier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prix du foncier en progression permanente depuis quelques années.</li> <li>- Terre : 2 500 € / ha</li> <li>- Terre irriguée : 3 000 € / ha</li> <li>- Parcours : 200 à 300 € / ha</li> <li>- Prairies : 1 200 € / ha</li> </ul>

### Zone centrale : Clermont-l'Hérault, Lacoste, Villeneuve et Mourèze.

<p><b>Structure foncière et Principales activités économiques agricoles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Petit parcellaire et grands domaines cohabitent.</li> <li>- Présence notable de doubles actifs</li> <li>- Culture diversifiée grâce à l'eau (maraîchage, pépinière, viticulture, oléiculture).</li> <li>- Peu d'oléiculteurs en place malgré la présence de la coopérative oléicole.</li> <li>- Viticulture en coopérative et caves particulières (dynamisme notable).</li> </ul>	<p><b>Particularités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irrigation possible grâce au lac du Salagou.</li> <li>- Construction rendue difficile par le site classé, y compris des bâtiments agricoles.</li> <li>- Dynamisme agricole sur Villeneuve.</li> <li>- Présence généralisée de l'activité de chasse.</li> <li>- Une cave coopérative (Clermont l'Hérault)</li> <li>- 1 demande d'AOC coteaux du Languedoc</li> <li>- <b>ASA d'irrigation de Lacoste, Le Bosc</b></li> </ul>
<p><b>Marché foncier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Marché soutenu par une demande périurbaine.</li> <li>- Attentisme et spéculation foncière marqués autour de Clermont l'Hérault.</li> <li>- Peu de marché agricole et peu de demandes de professionnels agricoles sauf sur Villeneuve.</li> </ul>	<p><b>Prix du foncier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vigne : 12 000 € / ha</li> </ul>



### Secteur viticole : Aspiran, Péret

<b>Structure foncière et Principales activités économiques agricoles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Foncier morcelé : biens de village et îlots de moins de 10 hectares.</li> <li>- Communes souffrant suite aux très nombreux arrachages viticoles qui ont eu lieu ces dernières années.</li> <li>- Très faible dynamique agricole.</li> <li>- A souligner, l'installation récente de quelques investisseurs sur Aspiran (trois en quelques années).</li> </ul>	<b>Particularités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'irrigation.</li> <li>- Zone présentant un déficit d'image certain, malgré un terroir de qualité.</li> </ul>
<b>Marché foncier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Marché foncier très peu actif malgré beaucoup de foncier viticole à la vente (environ la moitié des surfaces communales).</li> <li>- Très peu de demandes agricoles.</li> <li>- Les quelques transactions qui s'opèrent sont à destination de non agriculteurs.</li> </ul>	<b>Prix du foncier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vigne : 8 000 € à 10 000 €/ ha</li> <li>- Terre : 3 000 € / ha à 5 000 € / ha en zone basse irriguée.</li> </ul>

### Secteur viticole de Fontès, Neffiès,

<b>Structure foncière et Principales activités économiques agricoles</b> <p>Parcellaire traditionnel viticole.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Biens de village.</li> <li>- Très peu de culture de diversification.</li> <li>- Economie viticole quasi exclusive.</li> </ul>	<b>Particularités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Secteur sous influence de Pézènas.</li> <li>- Absence d'eau d'irrigation.</li> </ul>
<b>Marché foncier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Marché local fermé permettant ponctuellement de réaliser des restructurations individuelles.</li> <li>- Peu d'agrandissements.</li> <li>- Pas de demande de l'extérieur (marché entre les mains des locaux).</li> </ul>	<b>Prix du foncier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vigne : 8 000 € à 12 000 €/ ha</li> </ul>

## Secteur viticole de Cabrières et Lieuran-Cabrières

<b>Structure foncière et principales activités économiques agricoles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Biens de village</li> <li>- Viticulture de qualité entre les mains d'un noyau de jeunes exploitants (exploitations issues de transmission familiale).</li> </ul>	<b>Particularités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence d'une cave coopérative et de quelques caves particulières toutes très dynamiques et valorisant bien leurs produits.</li> </ul>
	<b>Prix du foncier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vigne : 9 000 € à 13 000 €/ ha</li> </ul>

## Zone mixte Salagou (viticole, oléicole et naturelle) : Octon, Celles, Le Puech, Liausson, Salasc et Le Bosc

<b>Structure foncière et Principales activités économiques agricoles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Petit parcellaire et grandes structures cohabitent.</li> <li>- Présence de caves particulières dynamiques sur Octon et Le Bosc.</li> <li>- Territoire d'apport du Groupe l'Occitane, cave éloignée géographiquement, lien plus faible avec les producteurs (Servian)</li> </ul>	<b>Particularités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déprise ancienne liée à la quasi-disparition du pastoralisme.</li> <li>- Présence d'irrigation sur Celles.</li> <li>- Bon terroirs viticoles d'altitude.</li> <li>- 1 AOC Terrasses du Larzac</li> <li>- 1 demande d'AOC coteaux du Languedoc</li> <li>- ASA d'irrigation de Lacoste, Le Bosc</li> <li>- ASA d'irrigation d'Octon (180 adhérents, 260ha irrigués)</li> <li>- ASA du Causse Larzac Lodévois</li> <li>- Syndicat de vin de Pays Coteaux du Salagou</li> </ul>
	<b>Prix du foncier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vigne : 8 000 € à 12 000 € / ha</li> <li>- Terre : 3500 € à 6 000 € / ha</li> </ul>

### Conclusion par type d'exploitation :

- Le foncier destiné à l'élevage est assez bien maîtrisé (propriété, fermages ou baux emphytéotiques)
- Le foncier viticole est peu maîtrisé. De nombreuses exploitations ont un parcellaire morcelé, ne peuvent pas récupérer de surfaces à cause de l'attentisme ou de la pression urbaine.

## II - PROGRAMME D'ACTION

Le croisement des différentes approches du diagnostic : analyse des données socio-démographiques et agricoles, enquêtes auprès des agriculteurs, débat en réunion publique le 24 Novembre 09 à Cabrières, étude pastorale OIER-SUAMME, et étude foncière SAFER, révèle 5 enjeux.

A travers l'activité économique générée, l'occupation des espaces et sa contribution essentielle à la diversité des paysages, le maintien de l'agriculture apparaît comme un enjeu prioritaire du territoire pour les années à venir.

L'activité agricole du site est apparue dynamique dans la mesure où elle :

- est créatrice de 300 emplois directs sur le territoire
- occupe l'espace rural et contribue au maintien des paysages
- offre des produits diversifiés (vins, viandes, fromages, olives, pois chiches...) répondant à la demande locale
- participe à l'image du territoire et à sa notoriété (AOC...)

Un autre diagnostic a été réalisé en parallèle par la Communauté de Communes du Clermontais sur le Massif de la Ramasse (communes de Clermont, Nébian et Villeneuve) et confié à l'association Terres Vivantes. Ce massif est compris dans le périmètre de l'OCAGER Salagou-Cabrières. Les deux démarches ont donc été fusionnées dans le présent document pour tout ce qui concerne l'action agricole.

Les actions préconisées sur la Ramasse en terme de valorisation patrimoniale (sentiers d'interprétation, réhabilitation de patrimoine rural) et de prévention incendie seront reprises par la Communauté de Communes en dehors de ce cadre OCAGER à vocation agricole.

Nous présenterons dans un premier temps les 5 enjeux relevés, puis détaillerons en 2<sup>ème</sup> partie les actions projetées.

### ENJEU transversal - L'organisation territoriale

*Action transversale : Mettre en place une organisation territoriale de veille et d'accompagnement des projets agricoles*

### ENJEU 1 : Constructions agricoles

*Action 1: Intégrer un volet agricole dans l'animation de la charte architecturale, urbanistique et paysagère*

### ENJEU 2 : Gestion de l'espace et maintien des milieux ouverts

*Action 2 : Garantir la vocation agricole des surfaces arrachées et des friches*

*Action 3 : Accompagner les porteurs de projets pastoraux*

*Action 4 : Redéploiement agropastoral - Reconquêtes de nouvelles terres agricoles / territoires de parcours*

*Action 5 : Prévention contre le risque incendie grâce à la réouverture du massif de la Ramasse  
Réouverture du massif de la Ramasse*

### ENJEU 3 : Valorisation des produits

*Action 6 : création d'ateliers de transformation et mise en place d'équipements en froid*

*Action 7 - Promouvoir les réseaux de circuits courts du territoire*

### ENJEU 4 : eau et abreuvement

*Action 8 : Abreuvement des animaux*

*Action 9 : Irrigation de surfaces fourragères d'appoint et des cultures*

## 1 - ENJEUX ET OBJECTIFS

### Enjeu transversal - L'organisation territoriale

La méthodologie de l'OCAGER est de cibler les projets de développement mis en avant par les exploitants agricoles lors des enquêtes, qui sont identifiés comme présentant un intérêt d'ordre général sur des zones à enjeux forts. Il est proposé :

- d'organiser les porteurs de projets en groupes de travail opérationnels
- d'accompagner les porteurs de projet au cas par cas

4 groupes de travail sont pressentis :

→ Un comité de suivi de l'OCAGER, sous l'égide du Syndicat mixte, composé d'élus, de professionnels agricoles et de naturalistes motivés représentatifs de la diversité du territoire : 10 à 12 personnes au maximum. Ce comité de suivi rendra compte aux bailleurs de fonds et personnes ressources territoriales (CG, Région, Pays) lors de Comités de Pilotages bi-annuels.

#### *Objectif du comité de suivi :*

- *identification des secteurs sensibles*
- *croisement des enjeux ; prise en compte de la multifonctionnalité de l'espace dans chaque cas traité.*
- *identification des problématiques, analyse et accompagnement au cas par cas*
- *Accompagnement des propriétaires, des agriculteurs et des demandeurs*
- *Diagnostic des propriétés foncières dans une analyse territoriale (usages, potentialités...) comprenant notamment la recherche de contrats adaptés et répertoire des projets d'installation.*
- *Accompagnement du cédant et transmission du capital de travail*
- *Informier sur les outils juridiques et les procédures applicables dans le cadre de cas concrets*
- *Anticipation et réactivité en cas de vente, cessation... en améliorant la circulation de l'information*

→ Trois groupes de travail thématiques plus opérationnels seront constitués par les porteurs de projets, les personnes des services ou des administrations concernés et les maîtres d'ouvrages.

Les exploitants agricoles participent aux groupes de travail qui correspondent à leurs projets professionnels.

#### *Objectif de ces groupes:*

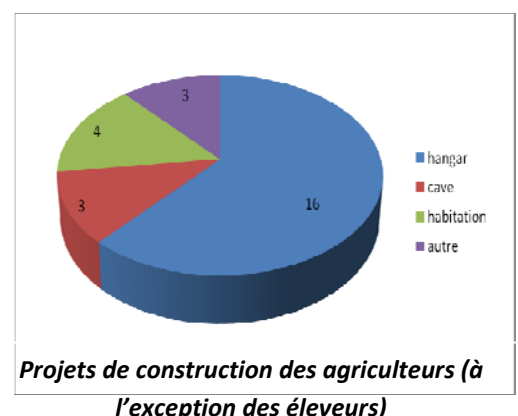
- *créer un lieu de rencontre, de mutualisation et d'échange, des journées de formation-action animées par les personnes ressources pourront en découler.*
- *Initier des occasions régulières de rencontre et d'échanges entre agriculteurs permettant de relancer une dynamique d'entraide et améliorer la cohésion notamment sur le secteur du Salagou.* Dans un contexte d'intensification des pratiques et de crise viticole, les contacts entre agriculteurs du territoire se sont affaiblis. Les nouveaux arrivants, les jeunes agriculteurs ne se sentent pas toujours soutenus et accueillis par la profession.

### Enjeu 1 - Les constructions agricoles

Les agriculteurs enquêtés sont porteurs d'un grand nombre de projets qui révèlent un secteur économique dynamique. Ils expriment un réel besoin d'étendre, de rénover ou de créer des bâtiments agricoles : bergerie, serre, chambre froide, salle de découpe, fromagerie, stabulation, hangar de stockage, atelier de transformation ...

1/3 des agriculteurs enquêtés cherchent à bâtir des bâtiments agricoles :

- Soit 13 projets de construction pour les éleveurs (non représentés sur le graphique)
- Et 26 projets de construction identifiés pour les autres





agriculteurs (voir diagramme ci-contre), 80% des projets sont des hangars pour le matériel agricole, quelques projets d'habitation, de caves, et autres

L'inscription des villages et le classement des sites ont pour objet de préserver ce paysage remarquable, mais implique des démarches administratives longues et difficiles pour tous projets de construction ou de travaux. Les agriculteurs ressentent le classement du site comme une forte contrainte. Beaucoup renoncent à leurs projets sous le poids des lourdeurs administratives. L'intégration paysagère des bâtiments, les surcoûts et les délais générés des projets identifiés comme souhaitables pour le dynamisme du site ne doivent pas être un frein à leur réalisation.

### ***Trois objectifs spécifiques sont identifiés :***

#### ***Conforter et développer la place des terres agricoles dans les documents d'urbanisme***

Les obligations réglementaires (ex : respect de la règle des 50 m) mais aussi les zonages des documents d'urbanisme amènent les agriculteurs à positionner leurs projets de bâtiments sur des terrains inconstructibles (zone naturelle). L'évolution raisonnée et encadrée de ces plans d'urbanisme peut améliorer la prise en compte des besoins de la profession agricole.

#### ***Prendre en charge les surcoûts dus à l'intégration paysagère***

Le classement du site au niveau paysager engendre des surcoûts liés aux objectifs de bonne intégration des bâtiments agricoles dans le paysage. Un travail peut être mené pour concevoir une modalité de prise en charge par la collectivité de ces surcoûts.

#### ***Définir une politique concernant les énergies renouvelables***

Les agriculteurs sont sollicités par des entreprises privées pour poser des panneaux photovoltaïques sur leurs terres ou leurs bâtiments. Il serait donc souhaitable de définir une politique concernant les énergies renouvelables.

## **Enjeu 2 - Gestion du paysage - maintien des milieux ouverts**

Le maintien des milieux ouverts est une priorité sur le territoire de l'OCAGER pour répondre aux deux objectifs principaux : d'une part, le paysage (classé pour son caractère remarquable) et d'autre part la préservation des habitats d'espèces d'oiseaux (NATURA 2000). Tous deux sont fortement liés aux usages et aux pratiques agricoles et pastorales. Le maintien et/ou le redéploiement de ces usages et pratiques compatibles avec les objectifs de gestion du territoire sont donc fortement souhaitables.

Dans les enquêtes, les agriculteurs ont exprimé leurs inquiétudes vis-à-vis du développement des friches qui :

- accroît le risque incendies
- entraîne l'augmentation des populations de sangliers qui dévastent leurs champs
- entraîne une perte de la biodiversité méditerranéenne

### ***Deux objectifs sont identifiés :***

- *garantir la vocation agricole des friches*
- *accompagner le redéploiement pastoral*

#### ***1- Garantir la vocation agricole des friches***

Que deviennent les terres arrachées ? Comment seront gérées les friches ?

On distingue deux types de friches :

- les jachères : parcelles en friche temporaire, ayant vocation à être remises en culture
- les friches ayant perdu leur vocation agricole (cessation d'activité, arrachage sans projet de remise en culture)

Dans le 2<sup>ème</sup> cas, les terres perdent leur vocation agricole : évolution soit vers l'artificialisation des sols (construction, urbanisme), soit vers la fermeture des milieux (matorrals et forêt). L'objectif de l'OCAGER est de maintenir le statut agricole de ces terres.

En effet, les friches (parcelles arrachées sans projet de remise en culture, cessation d'activité sans repreneurs, abandon de surfaces agricoles) peuvent représenter un intérêt pour d'autres exploitants agricoles :

- viticulteurs (restructuration, agrandissement, installation),
- éleveurs (pour asseoir des productions de qualité céréalières et fourragères à vocation de stock pour plus d'autonomie alimentaire - besoin identifié : 65 ha),
- autres cultures (maraîchage,...)

Certaines parcelles sont particulièrement sensibles car porteuses d'autres enjeux :

- Naturalistes : habitat favorable aux espèces d'oiseaux protégées ; certaines espèces sont dépendantes du statut de friche : milieux ouverts, végétation basse. L'abandon de friches (évolution des friches vers le matorral avec ligneux hauts) ou l'évolution vers des grandes cultures céréalières (disparition de haies, linéaires...) est nuisible à ces oiseaux. Cette analyse sera développée plus en détail dans le DoCob Natura 2000 mais peut être pris en compte a priori dans le zonage.

- Paysagers : le petit parcellaire viticole et de polyculture est typique de la vallée du Salagou et a contribué au classement du site au titre de ses paysages. Ce paysage a vocation à être maintenu, entretenu et valorisé (croisement du diagnostic OCAGER avec la charte paysagère).

L'objectif à atteindre dans un 1<sup>er</sup> temps est d'identifier sur des zones prioritaires les terres menacées par la perte de vocation agricole.

La méthodologie sera, sur les zones prioritaires :

- **d'accompagner les exploitants annonçant un arrachage définitif ou une cessation d'activité.** Une dizaine d'exploitants viticoles de + de 65 ans n'ayant pas de repreneurs a déjà été identifiée via les enquêtes.
- suivre par photo-interprétation et relevés de terrain le devenir de friches identifiées sur les zones prioritaires. La recherche prendra en compte les résultats de l'étude sur l'arrachage menée par le CG et la SAFER sur les communes de Clermont et d'Aspiran en 2009. Accompagner les propriétaires de friches à enjeux lorsqu'ils sont identifiés

3 secteurs sont définis par la SAFER (étude en annexe) comme zones prioritaires aux enjeux forts, ces secteurs ont été reconnus collectivement :

*a) Les bords du lac et la plaine agricole du Salagou* : un secteur de spéculation foncière non agricole autour du lac du Salagou (en gris sur la carte page suivante) : attrait touristique à l'origine de demandes de foncier non agricole, parcellaire de petite taille et difficulté d'implanter de nouveaux sièges d'exploitation agricole favorisent la spéculation foncière aux abords du lac du Salagou (Sud et Nord-Ouest). Le secteur ciblé représente une entité d'environ 2070 ha.

→ Le secteur de viticulture en bordure de lac **sous le village de Liausson** représente un enjeu paysager prioritaire. Les exploitants de ce secteur seront accompagnés au cas par cas, de façon individuelle.

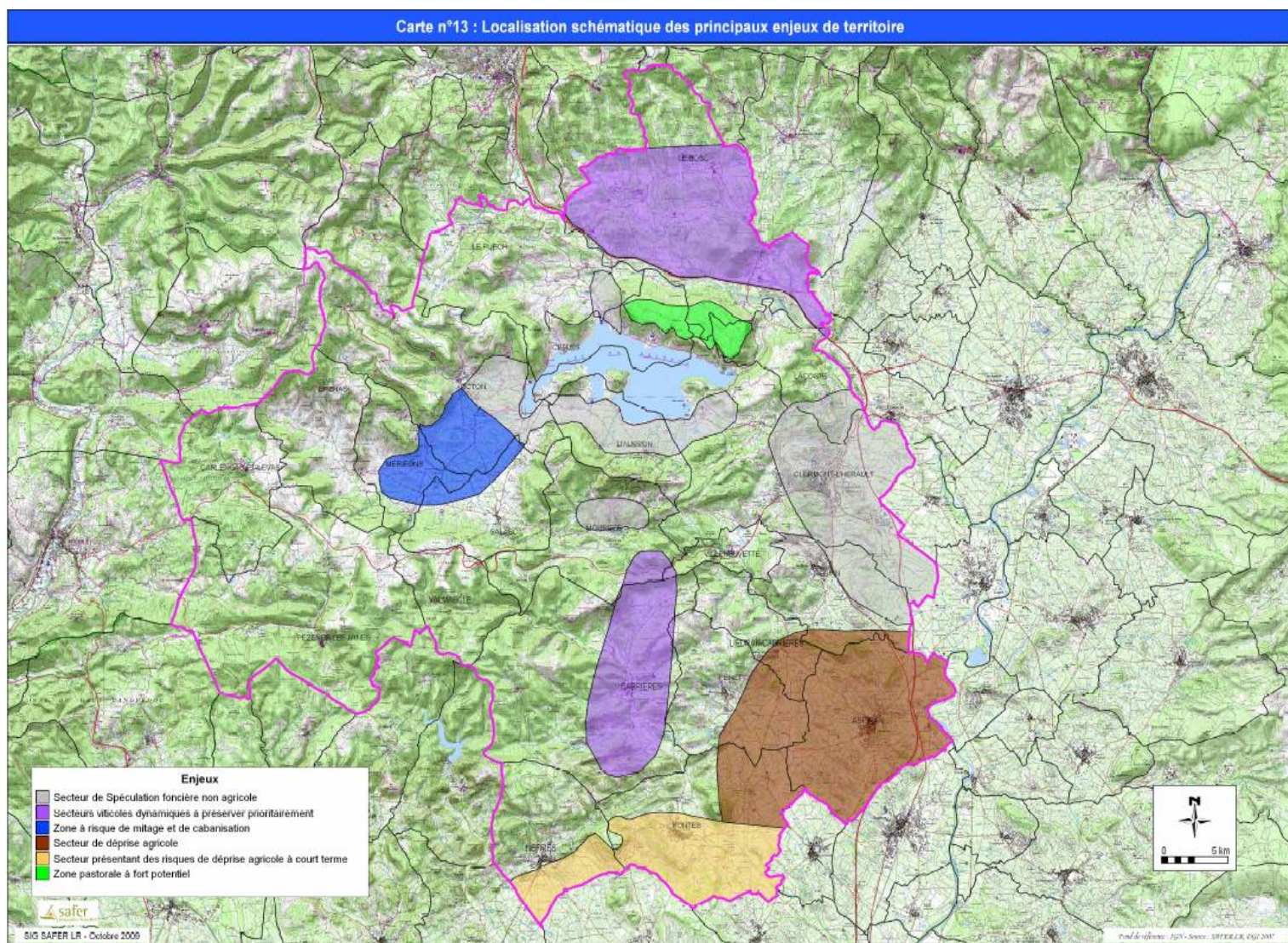
*b) La Plaine de Péret* - Un espace de déprise avérée suite aux nombreux arrachages viticoles sur les communes d'Aspiran, Péret et au sud de Nébian (environ 2800 ha, en marron sur la carte page suivante). Marché foncier très peu actif malgré beaucoup de foncier viticole à la vente (environ la moitié des surfaces communales) ; très peu de demandes agricoles ; les quelques transactions qui s'opèrent sont à destination de non agriculteurs. Structure foncière trop morcelée pour assurer de l'attractivité au territoire.

→ Un accompagnement, voire une restructuration foncière semblent intéressants à mener sur cette zone pour assurer la reprise des terres par des porteurs de projets agricoles.

*c) Coteaux de Cabrières* : Un territoire viticole plutôt dynamique mais fragile autour de la cave de Cabrières qu'il faut soutenir. Une grande partie des terres agricoles propriété d'un seul exploitant. Présence d'une cave coopérative et de quelques caves particulières toutes très dynamiques et valorisant bien leurs produits. Viticulture de qualité entre les mains d'un noyau de jeunes exploitants (exploitations issues de transmission familiale). Certains viticulteurs veulent faire reconnaître leurs production en bio (voir action 8).



d) *Massif Ramasse* : le diagnostic effectué en 2009 sur le massif a défini des potentiels de reconquête agricole (pâturages, extensions de parcelles viticoles, ou autres cultures : apiculture, oliviers...) ayant un impact positif en matière de prévention incendie et de conservation des oiseaux



## 2 - Elevage - Conforter les pratiques actuelles de maintien des milieux ouverts

Analyse issue de l'étude du OIER-SUAMME (en annexe)

Deux grands types de travaux complémentaires au pâturage participent aujourd’hui sur le site à une bonne gestion des espaces pastoraux :

- le débroussaillage mécanique en tâche, en layon ou en plein,
- le brûlage pastoral à la matte ou en plein.

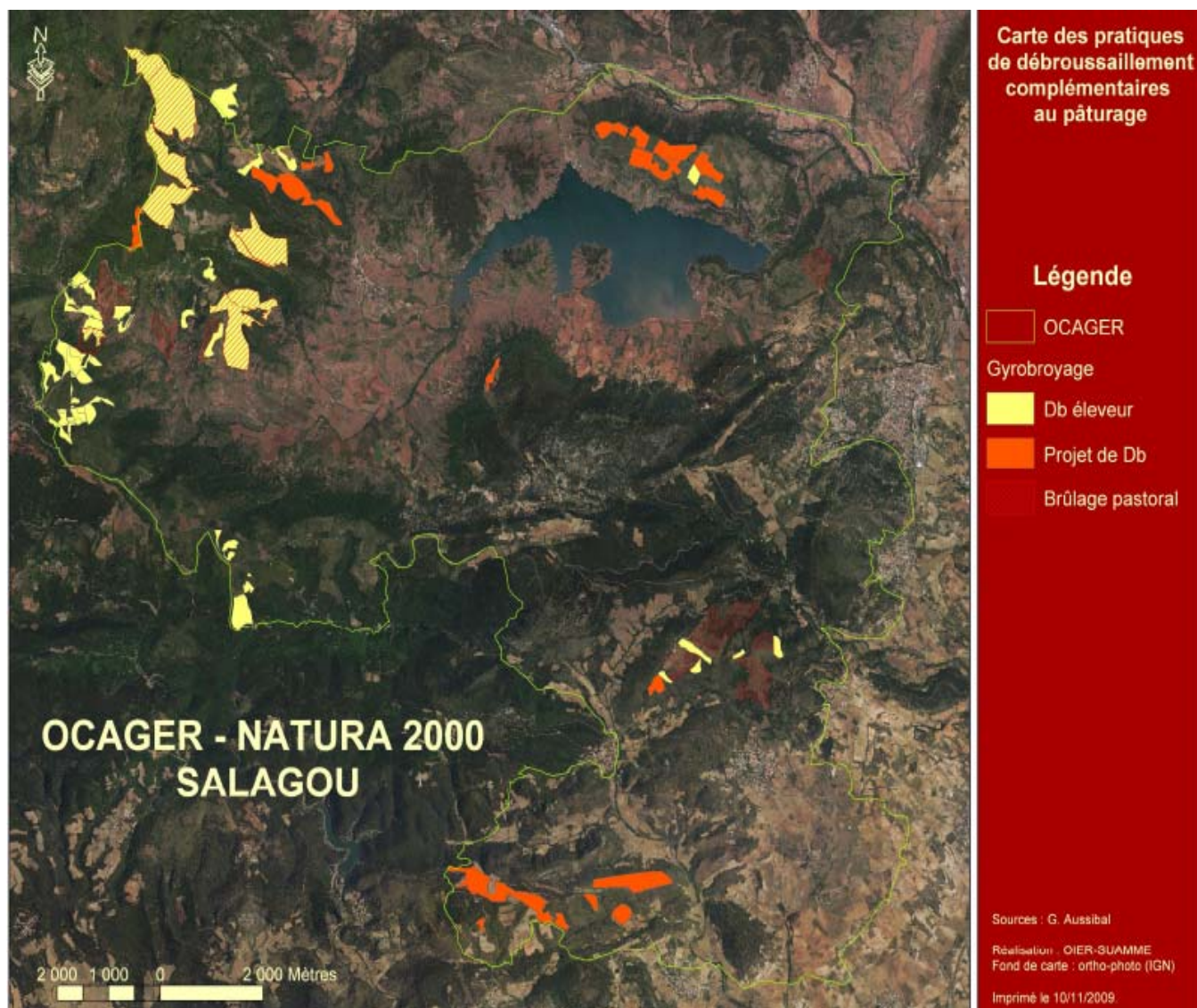
Ces techniques peuvent selon le cas assurer:

- le contrôle de la végétation non consommée par les animaux notamment la broussaille,
- la réouverture de milieux trop embroussaillés pour faciliter l'exploration des animaux et ainsi leur permettre de mieux mobiliser la ressource pastorale.

Les éleveurs du site débroussaillent ainsi aujourd'hui régulièrement près de 1500 ha (*en jaune sur la carte*), soit de façon mécanique, soit par brûlage voire en associant les deux techniques sur des pas de temps différents (tous les 2 à 5 ans).

**Objectif :** Accompagner les éleveurs qui ont des projets d'extension de leurs pratiques de débroussaillage / brûlage, (en orange sur la carte page suivante).





### Enjeu 3 -La qualité et la valorisation des produits

La viabilité économique des exploitations agricoles passe par une meilleure qualité et valorisation des produits.

Trois objectifs sont identifiés :

#### 1- Améliorer les conditions de transformation des produits sur site

Des produits différenciés sont un atout face à une demande accrue en produits authentiques, sécurisés et démarqués. Une majorité d'exploitations d'élevage, de caves particulières et de caves coopératives ont déjà un mode de vente principal en circuit court (vente directe, boucher, caveau, magasin collectif).

**Objectif :** *Accompagner techniquement les agriculteurs vers une transformation sur site de leurs produits (normes d'hygiène....)*

Par contre sachons rester vigilants sur le devenir de l'abattoir de Pézenas et de son atelier de découpe outils indispensables pour l'ensemble des éleveurs du département.



## *2- Promouvoir les réseaux de circuits courts du territoire - En lien avec le travail du Pays Cœur d'Hérault sur les circuits-courts*

Par rapport aux 4 dynamiques identifiées en lien aux circuits courts existantes sur le territoire :

- 1 - Points de vente,
- 2 - Réseaux d'animation et d'étude,
- 3 - Initiatives de communication sur les produits du terroir auprès du grand public,
- 4 - Actions d'accompagnement des exploitants pour faire évoluer leurs pratiques,

...les enjeux ressortant des enquêtes auprès des agriculteurs sont :

Dynamiques 1 et 4 :

Peu de producteurs investis dans des démarches de **labels reconnaissant la qualité de l'accueil** : « Qualité Hérault », « Bienvenue à la ferme » ou « Accueil Paysan »...

Tous les agriculteurs peuvent y prétendre. A savoir : les labellisations sont payantes. Dans le site classé, l'enjeu de la labellisation est d'autant plus fort qu'il constitue le seul moyen de pouvoir disposer d'une signalétique en dehors des villages (en site classé la publicité est interdite).

Dynamique 2

Les agriculteurs font remonter un manque de **communication avec les artisans commerçants** : métiers de la transformation (bouchers...), et les professionnels du tourisme : restaurateurs, hébergeurs. Plusieurs restaurants du site s'approvisionnent au niveau local mais il reste une grande quantité d'établissements non concernés, surtout dans les villes proches (Clermont l'Hérault, Lodève, Pézenas). Plusieurs éleveurs font de la vente directe mais peu avec des restaurants.

Dynamique 3

On remarque également peu de **communication sur les produits locaux au grand public**. Peu de communication des caves particulières (sauf Les Circulades vigneronnes pour les Terrasses du Larzac) et peu de visibilité des particuliers (caves particulières comme éleveurs).

Certaines caves mènent des projets dynamiques (animation collective, veille foncière, communication envers le public...) : il s'agira de mutualiser avec d'autres caves du territoire

Certaines caves coopératives vendent uniquement en vrac : cela correspond-il encore à une demande forte des consommateurs ?

La communication n'est pas axée sur les **paysages emblématiques de Mourèze et du Salagou**.

Certains agriculteurs ont évoqué une demande non satisfaite en fruits et légumes.

## *3 - Accompagner les exploitants vers la labellisation des produits et de l'accueil*

### **Objectifs :**

- 1 - *Intégrer plus de producteurs du site dans les points de vente direct existants*
- 2 - *Mieux valoriser les produits à travers l'image des paysages et du territoire dans la promotion des produits auprès du grand public (consommateurs de proximité et visiteurs)*
- 3 - *Accompagner les exploitants pour adapter leurs pratiques aux exigences de la vente directe et des labels de qualité (d'accueil)*

#### Enjeu 4 - l'accès à l'eau

Face aux aléas climatiques, notamment sécheresses récurrentes, les systèmes agricoles et pastoraux sont confrontés à des problèmes de gestion et d'approvisionnement en eau. Eau nécessaire pour abreuver leurs animaux et/ou pour irriguer les surfaces cultivées.

Lors de la réunion publique du 24 Novembre 09 à Cabrières ; les viticulteurs du secteur de Neffies et Fontès ont encore fait remonter ce besoin d'accès à l'eau.

*Objectifs* : Améliorer et développer les techniques d'abreuvement des animaux et irriguer les surfaces.

## 2 – LES ACTIONS

### ENJEU TRANSVERSAL : L'organisation collective

#### *Action transversale : Mettre en place une organisation territoriale de veille et d'accompagnement des projets agricoles*

**Objectif :** Accompagner la démarche et la mise en place des actions

**Localisation :** site classé

**Description de l'action :** Création d'un comité de suivi et de 3 groupes de travail

-Un comité de suivi de l'OCAGER, sous l'égide du Syndicat mixte, composé d'élus, de professionnels agricoles et de naturalistes motivés représentatifs de la diversité du territoire 10 à 12 personnes au maximum. Ce comité de suivi rendra compte aux bailleurs de fonds et personnes ressources territoriales (CG, Région, Pays) lors de comités de pilotage bi-annuels.

-Trois groupes de travail opérationnels par thème. Les groupes de travail plus opérationnels seront constitués par les porteurs de projets, les personnes des services ou des administrations concernés et les maîtres d'ouvrages potentiels, quand ils sont identifiés.

##### → Groupe urbanisme - Enjeu 1 - Action 1

- Composition : Syndicat Mixte, Expert agricole, DIREN, ABF, DDTM, service instructeur des collectivités
- Mission : Intégration paysagère des bâtiments, analyse de faisabilité, règlements d'urbanisme, prise en compte des projets photovoltaïques

##### → Cellule de veille foncière et d'accompagnement des porteurs de projet - Enjeux 2 et 4 - Actions 2, 3, 4, 8 et 9

- Composition : Expert agricole, expert foncier, Syndicat Mixte, OIER-SUAMME, Expert animation sociale agricole, Salsepareille, Union des ASA, ADASEAH, représentants des caves coopératives et un représentant des caves particulières
- Missions :
  - Accompagnement des porteurs de projet identifiés : propriétaires, agriculteurs et demandeurs : Redéploiement, transmission reprise et installation, Aménagements pastoraux et remises en valeur culturelles, Réouverture des milieux naturels
  - Diagnostic de la propriété dans une analyse territoriale (usages, potentialités...) comprenant notamment un diagnostic de contrats (recherche des contrats adaptés) et répertoire à l'installation.
  - Accompagnement du cédant et transmission du capital de travail
  - Informer sur les outils juridiques et les procédures applicables dans le cadre de cas concrets
  - Anticipation et la réactivité en cas d'évènements agricoles (vente, cessation d'activité...) en améliorant la circulation de l'information

##### → Groupe valorisation - Enjeu 3 - Actions 5, 6, 7

- Composition : Expert agricole, expert foncier, Syndicat Mixte, OIER-SUAMME, Expert animation sociale agricole, Salsepareille
- Mission : accompagnement de la diversification, transformation, valorisation et vente des produits

**Maîtres d'ouvrage potentiel:** Syndicat mixte de gestion du Salagou



## ***Action 1: Intégrer un volet agricole dans l'animation de la charte architecturale, urbanistique et paysagère***

**Objectif:** Faciliter et accélérer les démarches de construction (agrandissement - création) de bâtiments d'exploitation agricoles

**Localisation :** périmètre de l'OCAGER, site classé pour les surcoûts de l'intégration paysagère

### **Description de l'action :**

Mise en place et animation du groupe de travail « constructions agricoles » : Syndicat Mixte, Expert agricole, DIREN, ABF, DDTM, service instructeur des communautés de communes. Un lien sera établi avec le groupe Urbanisme et Agriculture de l'Hérault.

Les résultats de l'action (cahier des charges pour la prise en charge des surcoûts d'intégration paysagère, politique de site en matière d'énergies renouvelables sur les bâtiments agricoles et de « plein champs », identification des zones agricoles prioritaires sur les communes cibles, identifiées dans la partie enjeux) seront intégrés aux recommandations de la charte architecturale, urbanistique et paysagère du Salagou.

### **Méthodologie :**

- Etude au cas par cas des projets identifiés de construction agricole
- Journées de mutualisation / formation-action

**1) Surcoût de l'intégration paysagère :** définir les conditions de prise en charge des surcoûts d'intégration paysagère. Cette action comprend :

#### ***1.1 - L'élaboration d'un cahier des charges définissant le type de surcoûts d'intégration paysagère éligible pour les bâtiments agricoles***

½ journée de réunion du groupe de travail pour étudier les projets concrets et donner les orientations du cahier des charges - Élaboration d'un cahier des charges - Réunion de présentation du cahier des charges au groupe de travail - Prise en compte des remarques du groupe de travail - Réunion de validation du cahier des charges par le groupe de travail

#### ***1.2 - La recherche des mesures financières mobilisables - définition de fourchettes des surcoûts - montage de la procédure***

#### ***1.3 - L'accompagnement d'une douzaine d'agriculteurs/ans (sur les 39 enquêtés) ayant des projets de construction***

- accompagnement individuel : suivi du montage du dossier de permis de construire ou d'extension qui réponde au cahier des charges d'intégration, Suivi de la construction et contrôle de conformité avec le cahier des charges
- Dynamique collective – (Inscrite pour mémoire) formation VIVEA organisée par la chambre d'agriculture dans le cadre de ses missions : organiser des journées de formation-développement entre agriculteurs sur les projets de constructions : deux ½ journées

**2) Energies renouvelables :** définir une politique de site pour les énergies renouvelables et l'agriculture (couverture en panneaux photovoltaïques).

En lien avec le schéma sur les énergies renouvelables élaboré par la Communauté de communes du Clermontais. Cette action consiste en l'analyse des études réalisées à l'échelle du Pays et de la réglementation.

Cette action mène en 2011 au montage d'un projet collectif et maîtrisé de mise en place d'énergies renouvelables sur les bâtiments agricoles

**3) Urbanisme (droit du sol) :** Afin de préserver les terres agricoles des communes d'Aspiran et de Péret et de Liausson et Octon (voir enjeu p 31) cette action comprend :

*3.1 L'identification des parcelles à préserver*

Identification par les experts (paysage et potentiel agronomique) des parcelles, croisement par le chargé de mission avec les enjeux écologiques de Natura 2000 et analyse des documents d'urbanisme (lorsqu'il y en a), réunion de validation du choix des parcelles par le groupe de travail

*3.2 Adapter le projet de préservation des terres agricoles aux politiques urbaines des communes*

Prise en compte des projets d'urbanisation de la commune et des perspectives d'évolution ou de limitation : extension du cimetière, création d'une nouvelle STEP....

*3.3 Présentation aux élus des outils de préservation du foncier à vocation agricole (ZAP, PAEN, ...) sur les communes cibles -*

**Maîtres d'ouvrage :** Syndicat mixte de gestion du Salagou

## ***Action 2 : Garantir la vocation agricole des surfaces arrachées et des friches***

La méthodologie de l'OCAGER est de cibler les projets de développement mis en avant par les exploitants agricoles lors des enquêtes, et qui sont identifiés comme présentant un intérêt d'ordre général sur des zones à enjeux forts.

**Objectif :** accompagner le devenir agricole des surfaces arrachées ou concernées par la transmission et lorsque cela est nécessaire et possible entreprendre une restructuration foncière.

La mobilisation de ces surfaces en friches demande de l'animation et un accompagnement pour anticiper sur leur devenir : il s'agit d'effectuer de la veille foncière sur les vignes arrachées et sur les cessations d'activité sans repreneurs.

Cette veille est menée par le groupe de travail 2, dit « **cellule de veille foncière et d'accompagnement des porteurs de projets** », elle comprend : expert agricole, expert foncier, Syndicat Mixte, OIER-SUAMME, expert animation social agricole, Salsepareille, Union des ASA, ADASEAH, caves coopératives de Clermont et d'Aspiran et de Cabrières, un représentant des caves particulières, un représentant des éleveurs.

**Localisation :** 4 secteurs prioritaires ont été reconnus collectivement comme zones aux enjeux forts (voir chapitre enjeux). Il s'agit de :

- la plaine agricole du Salagou, abords des villages de Liausson et Octon
- les coteaux de Cabrières
- la plaine de Péret : Péret, Fontès, Aspiran, Adissan
- le Massif de la Ramasse comme zone potentielle de pâturages, extensions de parcelles viticoles, ou autres cultures (apiculture, oliviers, raisin de table...)

### ➤ **Descriptif de l'action :**

#### **1) Mise en place d'un observatoire foncier**

Les étapes seront de :

- 1.1 identifier les parcelles en friches
- 1.2 porter un avis d'experts sur leurs mobilisations potentielles (taille de la parcelle, accessibilité, valeur agronomique du fond...)
- 1.3 informer et sensibiliser les propriétaires et les repreneurs potentiels
- 1.4 le cas échéant opérations de maîtrise foncière des collectivités et de la SAFER pour éviter l'urbanisation et le mitage (en lien avec l'action 1)
- 1.5 suivi par photo-interprétation et relevés de terrain du devenir de friches identifiées sur les zones prioritaires.
- 1.6 La définition des modalités d'intervention des partenaires en cas de « crise » (arrachage massif, rachats de grandes parcelles par des non-agriculteurs...)

La cellule s'appuiera sur la base de données élaborée lors de la phase I de l'OCAGER : exploitants viticoles de + de 65 ans identifiés n'ayant pas de repreneurs, étude sur l'arrachage menée par le CG et la SAFER sur les communes de Clermont et d'Aspiran en 2009, Répertoire Départemental à l'Installation de l'ADASEAH, observatoire viticole du CG.

Une réunion mensuelle (si nécessaire).



## 2) Accompagnement des porteurs de projet annonçant un arrachage définitif ou une cessation d'activité.

- 1.1 Diagnostic foncier de propriété dans une analyse territoriale (usages, potentialités...) comprenant notamment un diagnostic juridique (recherche des contrats adaptés)
- 1.2 Accompagner les cédants et transmettre le capital de travail
- 1.3 Informer sur les outils juridiques et les procédures applicables

Un expert en animation sociale agricole pourra être impliqué sur le suivi de porteurs de petits projets en cultures diversifiées, selon ses compétences et ressources en matière de filière chanvre et raisin de table, et d'accompagnement de petits porteurs (maraîchage, autres cultures...)

*Résultat attendu : une dizaine de projets identifiés et accompagnés vers la reprise des friches*

## 3) Mobilisation des friches pour de la production de fourrages et de céréales autoconsommées

Les parcelles viticoles arrachées peuvent représenter un intérêt pour les éleveurs pour asseoir des productions céréalières et fourragères à vocation de stock pour plus d'autonomie alimentaire. La mobilisation de ces surfaces en friches demande un minimum d'animation et d'accompagnement. Un besoin de 65 ha a été identifié lors des enquêtes auprès des éleveurs.

**Maîtrise d'ouvrage :** Syndicat mixte de gestion du Salagou

### *Action 3 : Accompagner les porteurs de projets pastoraux*

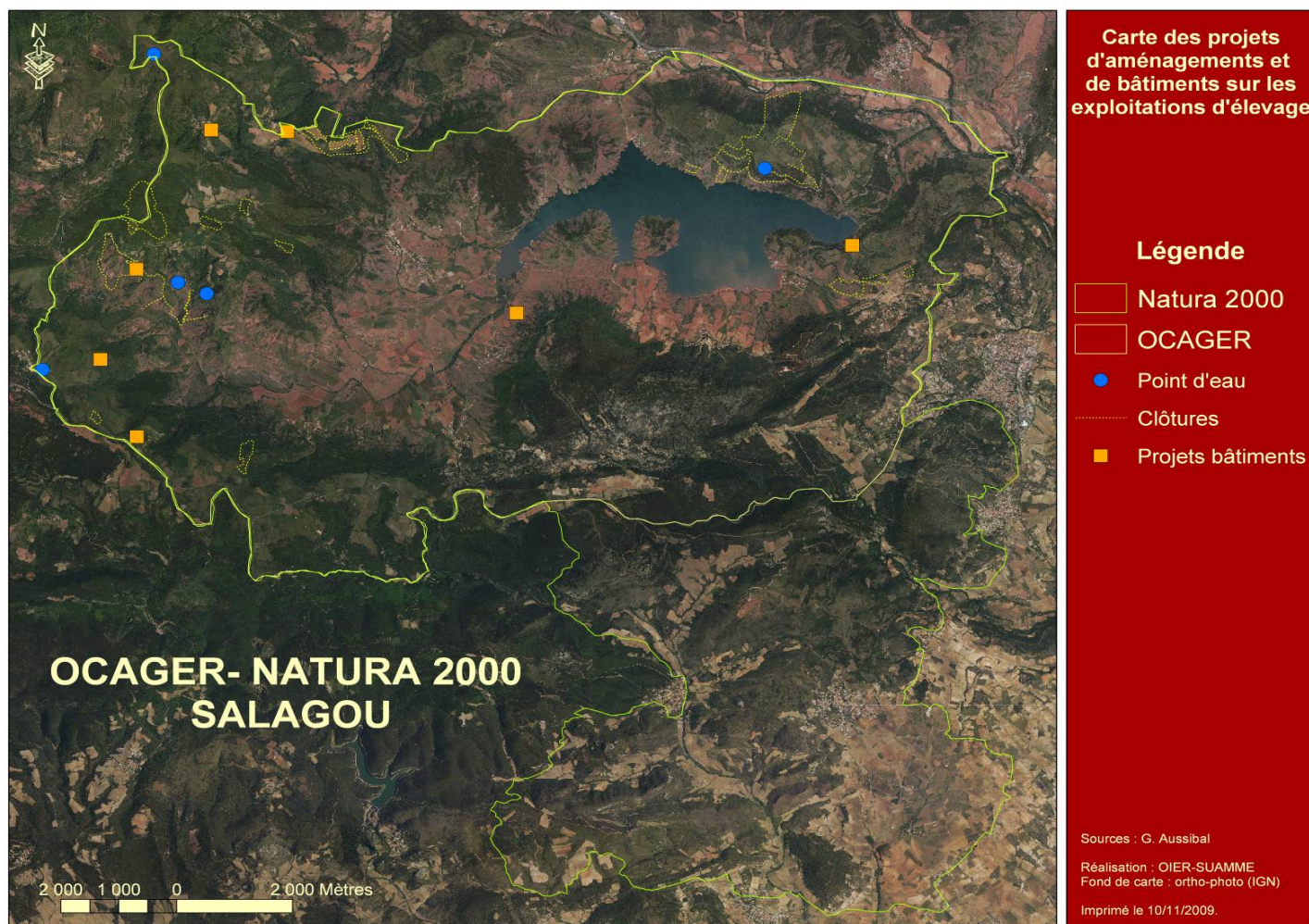
**Objectif :** Recommander des pratiques économiquement viables qui favorisent la biodiversité et le paysage, à partir de l'étude du SUAMME définissant pour chacune de la vingtaine d'exploitations d'élevage des « unités de gestion pastorales ».

**Descriptif de l'action :** Il est proposé d'accompagner les éleveurs identifiés pour réaliser des travaux et aménagements favorisant le maintien de milieux ouverts sur leurs parcs existants :

- débroussaillage
- créations de parcs et poses de refends,
- mise en place de portes et de passages favorisant le multiusage.

**Localisation :** Voir zones identifiées par le SUAMME p 36 et carte ci-dessous. Cette action concerne essentiellement la commune de Brénas.

**Maîtrise d'ouvrage potentiel:** Syndicat Mixte de Gestion du Salagou



### ***Action 4 : Redéploiement agropastoral - Reconquêtes de nouvelles terres agricoles / territoires de parcours***

**Objectif :** Valoriser les espaces identifiés, non valorisés ou sous valorisés à ce jour par l'agriculture ou l'élevage. Certains d'entre eux font l'objet de projets de redéploiements pastoraux sur plus de 150 ha. Près des 2/3 de ces surfaces se situent sur la commune de Brénas. L'opération «échange amiable multilatéral», conduite sur cette commune, a permis une redistribution de parcelles entre différents éleveurs avec aujourd'hui la possibilité de remettre en valeur d'anciennes enclaves non valorisées.

**Descriptif de l'action :** Sur près de 400 autres hectares une réflexion est à mener pour une reconquête agropastorale. Deux sites semblent prioritaires le plateau de l'Auverne et les alentours du Mas Nouguier (conférer carte).

Sur ces zones d'interventions prioritaires les réflexions se porteront sur 2 axes :

- redéploiement ou installation d'exploitations d'élevage
- échanges et/ou restructurations foncières

10 exploitations souhaitent mobiliser des surfaces supplémentaires :

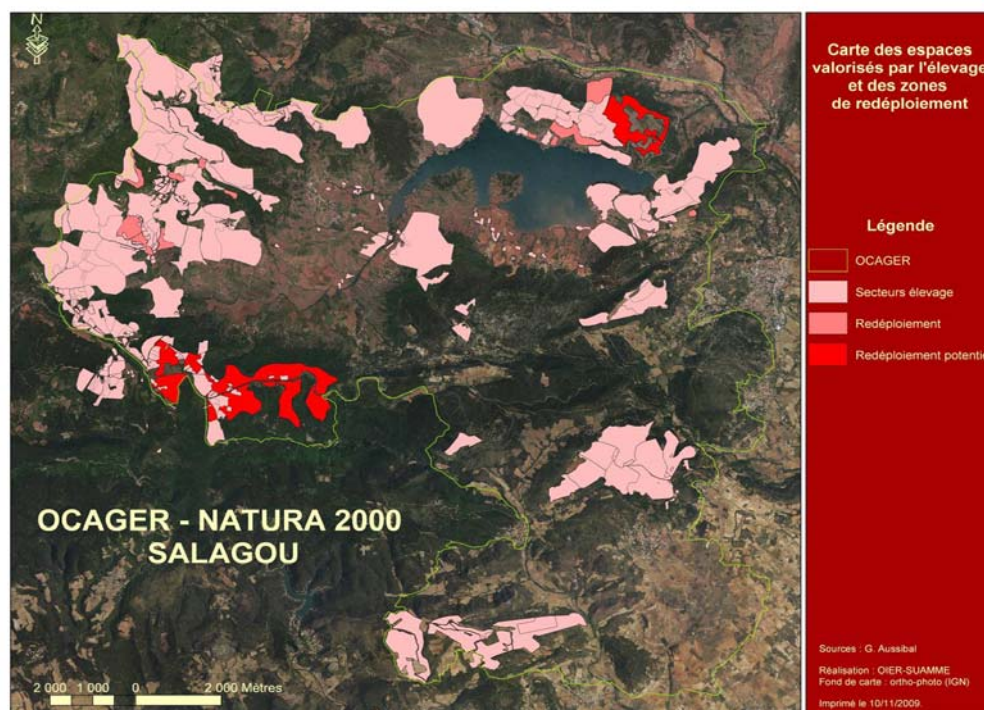
- 65 ha de terres labourables
- 250 ha de parcours.

Les surfaces cultivables sont recherchées par 8 exploitations pour une meilleure autonomie notamment en année de sécheresse. Les parcours font plus l'objet de demandes issues des éleveurs ovin viande.

Le chargé de mission, en plus de la coordination et du suivi de la réalisation de l'action aura pour mission :

- l'identification des parcelles concernées et de leurs propriétaires
- la vérification de la conformité avec les enjeux des zonages environnementaux (Natura 200 et ZNIEFF)
- la rencontre avec les propriétaires :
- la vérification de l'accessibilité des parcelles
- la contribution à la rédaction des contrats

**Localisation :** voir carte



**Maîtrise d'ouvrage potentiel:** Syndicat mixte de gestion du Salagou



### *Action 5 - inscrite pour mémoire - Prévention contre le risque incendie grâce à la réouverture du massif de la Ramasse*

Cette action est inscrite pour mémoire, elle répond à l'enjeu 2 - Gestion de l'espace et maintien des milieux ouverts mais est réalisée par la communauté de communes du Clermontais dans le cadre d'une valorisation globale du massif (diagnostic réalisé par Terres Vivantes).

Devant les difficultés rencontrées par les professionnels de gestion des incendies pour intervenir sur le massif de la Ramasse et suite à l'incendie de 2001 qui a brûlé 110 ha de garrigues et de forêts sur les communes de Villeneuve et de Nébian, un diagnostic des enjeux ruraux (OCAGER phase I) a été réalisé par la Communauté de Communes du Clermontais en 2009 sur le périmètre du Massif de la Ramasse. Ce massif est partie intégrante du périmètre plus large de l'OCAGER Salagou-Cabrières-Peret (également périmètre Natura 2000).

**Objectif :** Le Massif de la Ramasse n'est pas identifié comme zone prioritaire de redéploiement agricole dans l'OCAGER Salagou-Cabrières-Péret.

Le diagnostic identifie par contre deux enjeux majeurs sur ce massif :

- un enjeu incendie
- un enjeu naturaliste oiseaux protégés (fermeture des milieux des habitats et zones de chasse d'oiseaux protégés)

**Localisation :** La Ramasse

**Descriptif de l'action :** Deux actions sont identifiées

#### **1) Rouvrir et/ou créer des chemins d'accès**

Réaliser à Clermont l'Hérault une nouvelle piste DFCI reliant celles existantes.

- Étude d'impact de la création de la piste (environnement, périodes de reproduction, patrimoine)
- Étudier son impact et son adéquation avec d'autres activités (agricoles, loisirs,...)

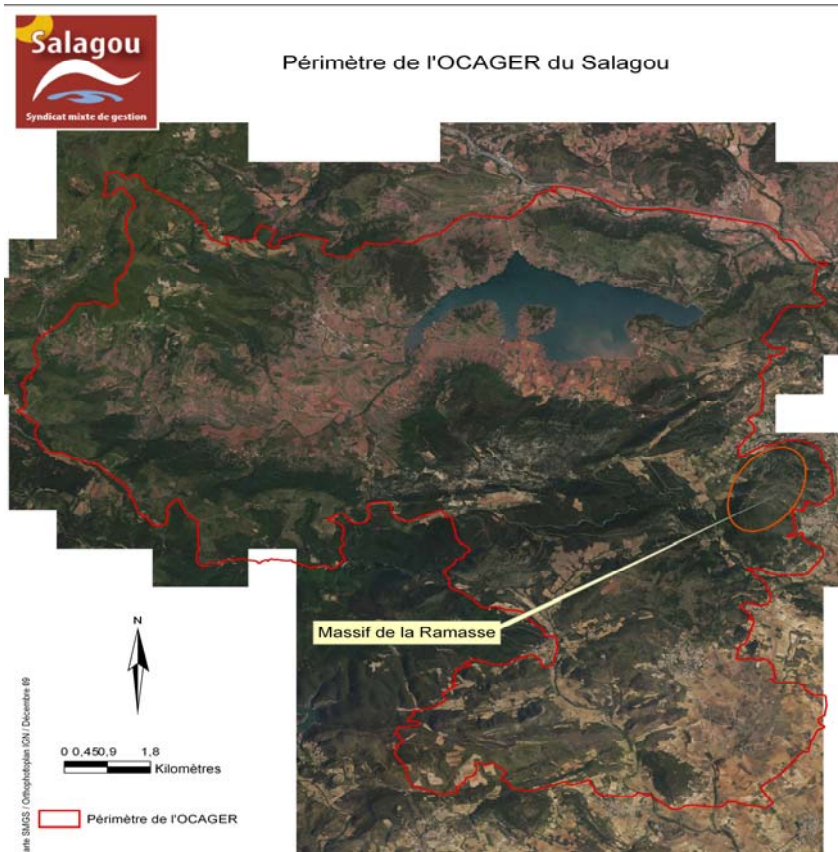
- Obtenir les autorisations des propriétaires pour le tracé.

- Indiquer par des panneaux de signalisations les pistes DFCI sur le massif de la Ramasse

- Coûts: Aucun pour les communes et l'intercommunalité.

Le coût est estimé à 10 000 euros pour l'ensemble du projet et est pris en charge par le Conseil Général de l'Hérault

Conseil général de l'Hérault, département des moyens opérationnels (Frédéric Bothé Service, Chef du service DFCI, Études et travaux), Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Hérault (Marc Clopez, technicien DFCI - Forêt et Nature)



## Réouvrir les chemins d'accès

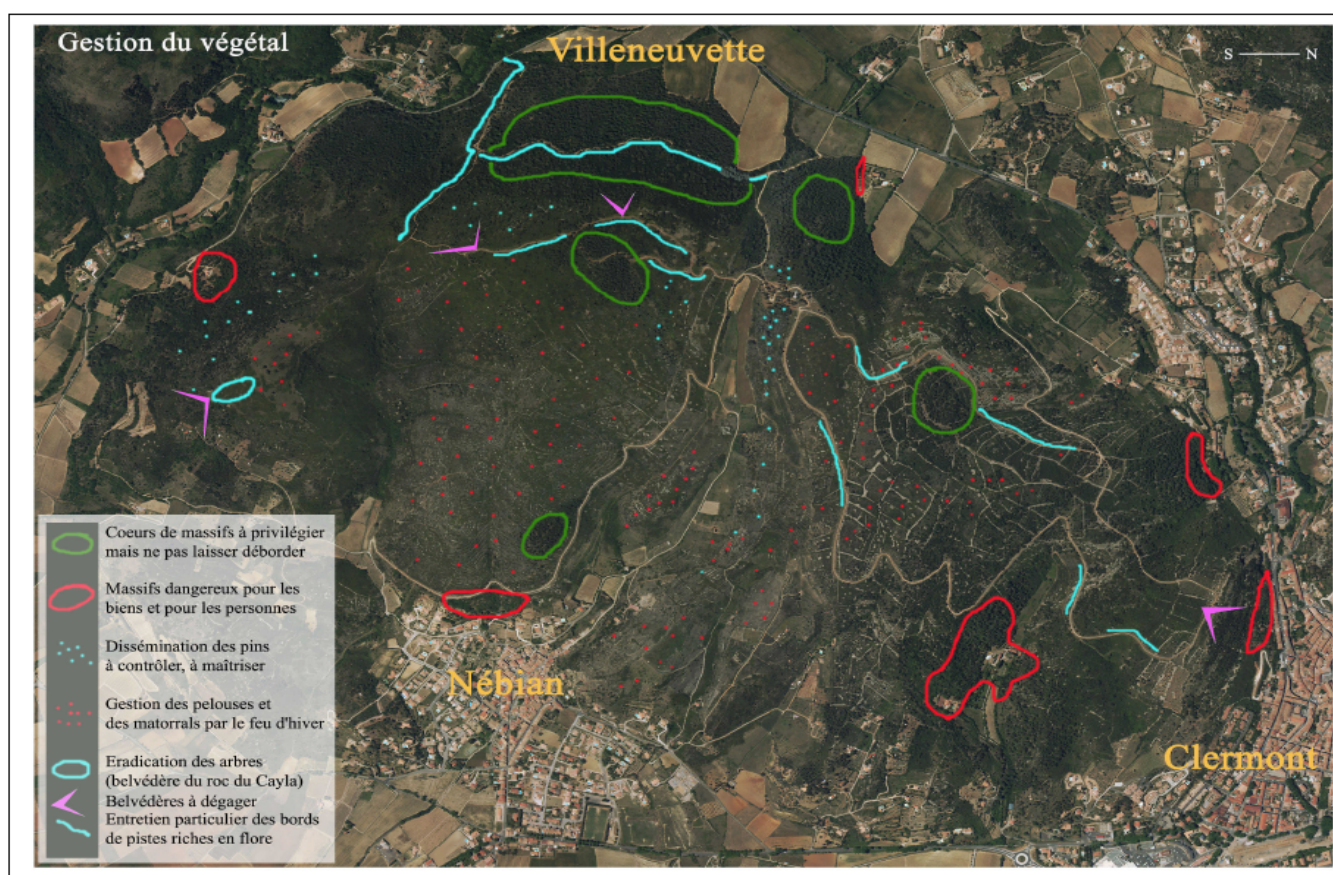
Le problème de l'accessibilité aux parcelles a été retrouvé dans de nombreux entretiens. De nombreuses personnes se sont plaintes de ne pouvoir accéder à leurs parcelles, à cause d'un enrichissement ou d'un blocage volontaire des chemins. De plus, l'amélioration des conditions d'accès aux chemins grâce à la D.F.C.I. est nécessaire : en effet il faut que l'accès au massif soit facilité pour les pompiers afin qu'ils puissent intervenir rapidement en cas d'incendie.

Le projet de réhabilitation de la Ramasse ne pourra s'effectuer sans une première étape préalable de défrichement des chemins d'accès.

Il existe deux types de voirie dont le statut juridique est différent : les chemins communaux et les chemins ruraux. Il est nécessaire de les distinguer car les responsables de leur entretien sont différents.

### 2) Débroussailler mécaniquement des zones localisées

- Débroussaillage (zones en rouge)
- Coupe d'arbres (zones et points bleus)
- Entretien des bords de piste (bleus)
- Dégagement des belvédères et points de vue



Terres Vivantes pour la Communauté de communes du Clermontais - Septembre 2009 - Diagnostic préalable à la mise en place d'un Plan Local d'Aménagement Concerté sur le massif de la Ramasse

Maîtrise d'ouvrage potentiel: Communauté de communes Clermontais

***Action 6 : inscrite pour mémoire - création d'ateliers de transformation et mise en place d'équipements en froid.***

**Objectif :** Améliorer les conditions de transformation des produits sur site

L'accroissement de la demande, tant au niveau des populations locales que littorales, de produits sécurisés, authentiques et de qualité, amènent les exploitants à s'orienter vers des modes de valorisation en circuits courts (bouchers, magasins de producteur, vente directe...).

**Descriptif de l'action :** Tout en veillant à la faisabilité économique, accompagner les porteurs de projets dans la création de nouveaux ateliers de diversification et/ou de transformation et la mise en place d'équipements en froid.

Le tout nécessite un appui financier pour faire face à la lourdeur des investissements (ateliers aux normes, respect des réglementations).

**Localisation :** Ensemble du périmètre de l'OCAGER

**Maîtrise d'ouvrage potentiel:** Syndicat mixte de gestion du Salagou



## ***Action 7 - Promouvoir les réseaux de circuits courts du territoire***

### **Objectifs :**

- *Intégrer plus de producteurs du site dans les points de vente direct existants*
- *Mieux valoriser les produits à travers l'image des paysages et du territoire dans la promotion des produits auprès du grand public (consommateurs de proximité et visiteurs)*
- *Accompagner les exploitants pour adapter leurs pratiques aux exigences de la vente directe et des labels de qualité (d'accueil)*

L'esprit de l'action est d'intégrer et de renforcer les dynamiques existantes autour des circuits courts sur le territoire et non d'en créer de nouvelles.

**Descriptif de l'action :** Mise en place et animation du groupe de travail valorisation : Expert agricole, , Syndicat Mixte, OIER-SUAMME, Expert animation sociale agricole, Salsepareille, Conseil Général, 1 représentant des caves particulières, Communautés de communes, Pays, foyers ruraux, caves coopératives de Clermont, Cabrières et Aspiran.

### **1°) Intégrer plus de producteurs du site dans les points de vente direct existants**

Accompagner les producteurs du territoire en ayant exprimé l'envie à intégrer les boutiques de paysans et la maison de Pays de Bédarieux. Identifier les producteurs souhaitant s'investir dans des projets collectifs de commercialisation en circuits-courts.

### **2°) Mieux valoriser les paysages et l'image du territoire dans la promotion des produits auprès du grand public (consommateurs de proximité et visiteurs) : supports de communication et événementiels**

- Assurer la représentation des points de vente directe des producteurs locaux dans les supports existants et valoriser les produits à travers l'image du territoire :

- Pays : annuaire des producteurs de vin et d'olive, le « guide touristique », propositions de balades en voiture : « Un jour, une route, un terroir », la balade « Vigne et olivier autour du Salagou »
- Communauté de communes : brochure présentant et localisant les domaines et les caveaux.
- Le Syndicat mixte de gestion du Salagou : site internet, bulletin trimestriel d'information distribué à l'ensemble des habitants des communautés de communes, carte touristique - dépliant patrimonial, des panneaux d'accueil à l'entrée des villages du site classé et sur les berges du lac du Salagou

### **3°) - Accompagner les exploitants pour adapter leurs pratiques aux exigences de la vente directe et des labels de qualité (d'accueil)**

Sensibilisation des producteurs du territoire sur des démarches qui jouent un rôle important en terme d'identification et de promotion, telles que :

- Qualité Sud de France et son référentiel sur les points de vente et caveaux (démarche qualité avec une passerelle Qualité Hérault).
- Marque Sud de France pour les produits agricoles.
- Démarches professionnelles et collectives telles que Bienvenue à la Ferme, Accueil Paysan, autres démarches collectives...

Susciter l'adhésion des producteurs du territoire à ces démarches d'ampleur régionale permettra de renforcer leur visibilité et de bénéficier des dynamiques de promotion menées par ces démarches.

**Localisation :** Ensemble du périmètre de l'OCAGER

**Maîtrise d'ouvrage :** Syndicat mixte de gestion du Salagou



### *Action 8 : Abreuvement des animaux*

**Objectif :** Dans un contexte méditerranéen (sécheresses récurrentes), l'eau est de plus en plus rare. Il faut trouver les moyens de l'économiser et de répondre aux besoins en abreuvement des animaux.

**Descriptif de l'action :**

→ Dans les bâtiments d'élevage : création de dispositifs de récupération des eaux pluviales à proximité des bâtiments d'exploitation existants ou à construire.

Pour limiter les prélèvements coûteux sur les adductions en eau potable, il est souhaitable d'équiper certains bâtiments de systèmes de récupération d'eaux pluviales pour l'abreuvement des troupeaux allaitants, tout en étant vigilant sur la qualité des eaux stockées.

→ Sur parcours création de points d'eau pour l'abreuvement des troupeaux sur parcours

Dans le but de :

- subvenir aux besoins en eau des animaux,
- favoriser une meilleure valorisation pastorale parcours tout particulièrement en été.

L'abreuvement des animaux sur parcours reste une préoccupation permanente des éleveurs. La bonne valorisation des milieux naturels en parc passe par une accessibilité permanente des animaux à un ou plusieurs points d'abreuvement tout particulièrement en période sèche.

L'aménagement du captage de certaines sources et la création de réserve d'eau pluviale ont localement fait leurs preuves. Le but est ici de poursuivre cet effort d'équipement indispensable pour les élevages pastoraux.

**Localisation :** Zone de pâturage

**Maîtrise d'ouvrage potentiel:** Syndicat mixte de gestion du Salagou

# PROJETS DES EXPLOITANTS

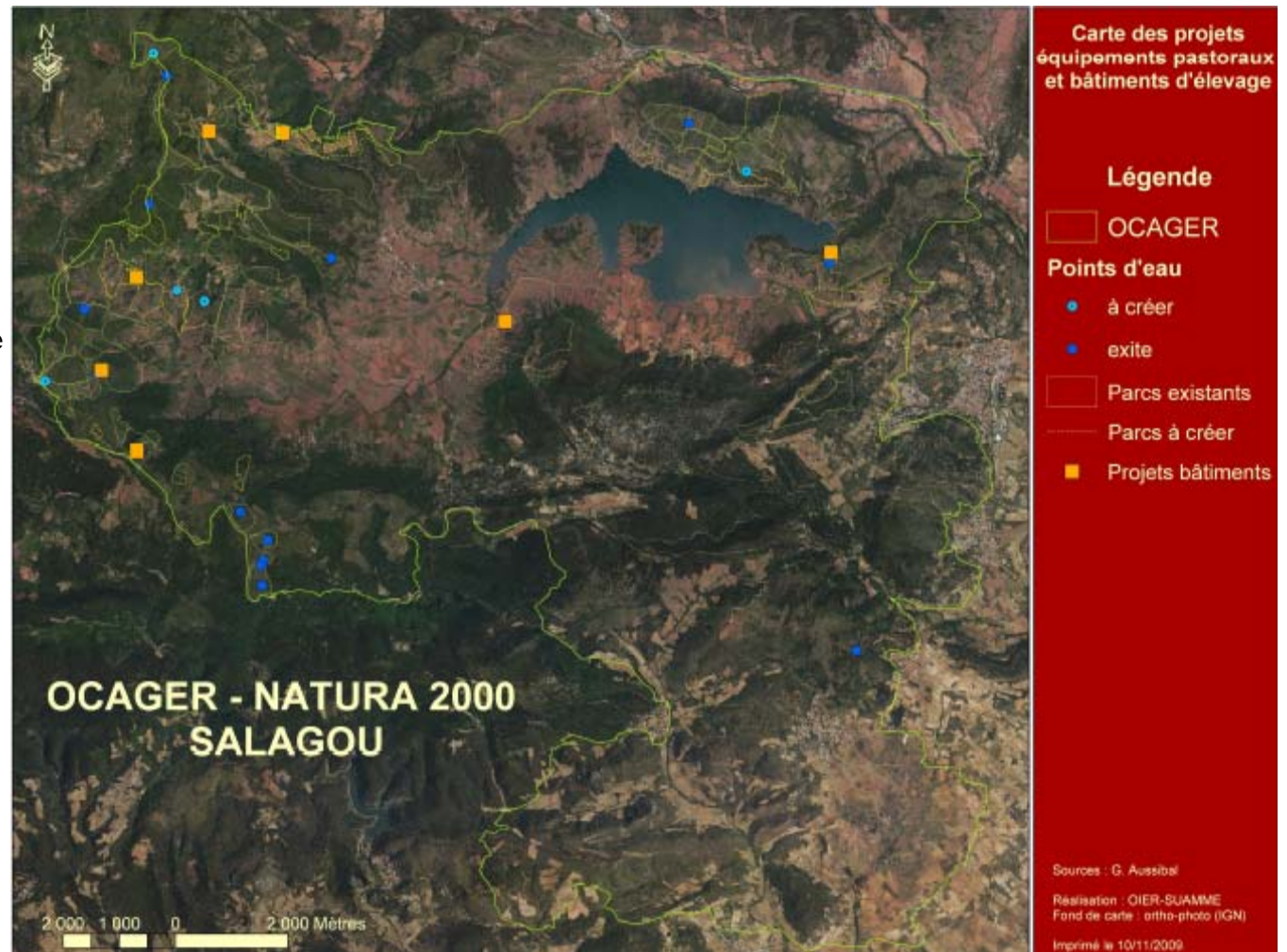
## PROJETS DES EXPLOITANTS ELEVAGE

Plus de 35 projets touchants à la création ou à l'amélioration des bâtiments agricoles et à l'aménagement des surfaces fourragères et pastorales ont été identifiés :

- 7 projets de créations ou d'agrandissements de bâtiments agricoles ou d'élevage (1500 m<sup>2</sup> de bâtiments d'élevage et 2000 m<sup>2</sup> de hangars)
- 4 projets de couvertures de bâtiments agricoles et d'élevage en panneaux photovoltaïques
- 2 projets de petite hydraulique pour l'irrigation de surfaces fourragères
- 12 projets de parcs
- 5 projets de points d'eau pastoraux
- 6 Projets de réouverture de milieux

Sept autres projets concernent la diversification et la valorisation des produits :

- Un projet de création d'un atelier de transformation de productions végétales
- Un projet de diversification végétale
- Un projet de développement de la vente directe
- Deux projets de conversion à l'agriculture Biologique
- Deux projets de gîtes



**Tableau récapitulatif des éleveurs intéressés par type d'action OCAGER**

N°Exploit.	Enjeu 1 action 1	Enjeu 2 action 2	Enjeu 2 Action 3	Enjeu 2 action 4	Enjeu 3 Actions 6, 7, 8	Enjeu 4 Action 9	Enjeu 4 Action 10
1			X	X			
2		X	X				
3			X		X	X	
4			X		X		
5			X				
6	X	X	X		X	X	X
7	X	X	X		X	X	
8	X	X	X				
9	X		X				
10	X	X	X				
11	X		X			X	
12	X	X	X		X		
13			X	X			
14			X			X	
15	X		X				
16			X			X	
17		X	X		X		
18	X		X		X		X
19	X	X	X		X		

### PROJETS DES EXPLOITANTS VITICULTURE ET AUTRES

- 13 projets touchent à la création ou à l'amélioration des bâtiments agricoles et aux logements
- 11 exploitants recherchent des terres
- 6 exploitants ont des terres à vendre, à louer ou échanger
- 5 exploitants ont fait référence aux problèmes de l'eau et un exploitant a un projet d'irrigation
- 7 agriculteurs aimeraient d'avantage valoriser leurs produits par la valorisation du territoire
- 17 agriculteurs évoquent leurs craintes de la fermeture des lieux
- 1 exploitant envisage une reconversion bio
- 5 projets de diversification
- 5 exploitants souhaitent développer les circuits courts.